

REVUE DES PROCÉDURES COLLECTIVES CIVILES ET COMMERCIALES

supplément à la revue de JANVIER-FÉVRIER 2021 - 36^e année - ISSN 1292-8216

SOUS LA DIRECTION DE :

Michel MENJUCQ

Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I - Panthéon-Sorbonne)

Philippe ROUSSEL GALLE

Professeur à l'université Paris

TABLES ANNUELLES 2020

TABLE DES AUTEURS (page 1)

TABLE DES ÉTUDES (page 7)

INDEX ALPHABÉTIQUE GÉNÉRAL (page 9)

TABLE DE JURISPRUDENCE (page 18)

TABLE DES TEXTES (page 22)

TABLE DE DOCTRINE ADMINISTRATIVE (page 23)

TABLE DES FICHES PRATIQUES (page 24)

TABLE DES FORMULES (page 24)

Par mois

JANVIER

Repère	n° 1
alertes	n° 1 à 3
Études	n° 1 à 6
Commentaires	n° 1 à 16
Dossiers	n° 1 à 8
Table ronde	n° 1
Fiche pratique	n° 1

MARS

Repère	n° 2
alertes	n° 4 à 7

Études	n° 7 à 13
Commentaires	n° 17 à 46
Formule	n° 1

MAI

Repère	n° 3
alertes	n° 8 et 9
Études	n° 14 à 18
Commentaires	n° 47 à 90
Table ronde	n° 2
Fiche pratique	n° 2

JUILLET

Repère	n° 4
alertes	n° 10 à 12
Études	n° 19 à 21
Commentaires	n° 91 à 114
Dossiers	n° 9 à 14
Fiche pratique	n° 3

SEPTEMBRE

Repère	n° 5
Alerte	n° 13
Études	n° 22 à 26

Commentaires	n° 115 à 138
Table ronde	n° 3
Fiche pratique	n° 4

NOVEMBRE

Repère	n° 6
alertes	n° 14 à 19
Études	n° 27 et 28
Chronique	n° 1
Commentaires	n° 139 à 167
Fiches pratiques	n° 5 et 6

Par rubrique

REPÈRE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Juillet	n° 4
Septembre	n° 5
Novembre	n° 6

ALERTE

Janvier	n° 1 à 3
Mars	n° 4 à 7
Mai	n° 8 et 9
Juillet	n° 10 à 12
Septembre	n° 13
Novembre	n° 14 à 19

ÉTUDE

Janvier	n° 1 à 6
---------	----------

Mars	n° 7 à 13
Mai	n° 14 à 18
Juillet	n° 19 à 21
Septembre	n° 22 à 26
Novembre	n° 27 et 28

CHRONIQUE

Novembre	n° 1
----------	------

COMMENTAIRE

Janvier	n° 1 à 16
Mars	n° 17 à 46
Mai	n° 47 à 90
Juillet	n° 91 à 114
Septembre	n° 115 à 138
Novembre	n° 139 à 167

DOSSIER

Janvier	n° 1 à 8
---------	----------

Juillet	n° 9 à 14
---------	-----------

FICHE PRATIQUE

Janvier	n° 1
Mai	n° 2
Juillet	n° 3
Septembre	n° 4
Novembre	n° 5 et 6

FORMULE

Mars	n° 1
------	------

TABLE RONDE

Janvier	n° 1
Mai	n° 2
Septembre	n° 3

Revue des procédures collectives civiles et commerciales

REVUE BIMESTRIELLE DU JURISCLASSEUR

Président-Directeur général,
Directeur de la publication :
Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Clémentine Kleitz
clementine.kleitz@lexisnexis.fr

Directeurs scientifiques :
Michel Menjucq
Agrégré des Facultés de droit
Professeur à l'École de droit de
la Sorbonne (Université Paris I)
Philippe Roussel Galle
Agrégré des Facultés de droit
Professeur à l'université de Paris

Comité scientifique :
Nicolas Borge, Antoine Diesbecq,
Patrick Ehret, François Legrand,
Valérie Leloup-Thomas, Philippe
Pétel, Patrick Rossi, Bernard
Saintourens, Lionel Spizzichino,
Olivier Staes, Christophe
Thevenot, Jocelyne Vallansan

Fondateur :
Bernard Soinnie
Agrégré des Facultés de droit

Rédacteur en chef :
Marie-France Bonneau
Tél. : 01 45 58 92 82
marie-france.bonneau@lexisnexis.fr

Chargée d'édition :
Lucie Landais
Tél. : 01 71 72 47 49
lucie.landais@lexisnexis.fr

Auteurs chargés de la rédaction
des commentaires :
Augustin Aynès, Gérard Blanc, Nicolas
Borge, Diane Boustani, Thierry
Bonneau, Pierre Cagnoli, Adeline
Cerati-Gauthier, Christophe Delattre,
Laurence Fin-Langer, Charles Gijssbers,
Sophie Gjidara-Decaix, Caroline
Houin-Bressand, David Jacotot,
Christine Lebel, François Legrand,
Thomas Le Gueut, Valérie Leloup-
Thomas, Cécile Lisanti, Francine
Macorig-Venier, Arlette Martin-Serf,
Thomas Mastrullo, Michel Menjucq,
Marie-Hélène Monsérié-Bon, Vincent
Perruchot-Triboulet, Florent Petit,
Florence Reille, Blandine Rolland,
Philippe Roussel Galle, Corinne Saint-
Alary-Houin, Bernard Saintourens,
Olivier Staes, François Taquet, Régis
Vabres, Jocelyne Vallansan

Direction Marketing Opérationnel / Publicité
Caroline Spire
Responsable clientèle publicité
caroline.spire@lexisnexis.fr - 01 45 58 94 69
Catherine Thevin
Responsable du marketing opérationnel
catherine.thevin@lexisnexis.fr - 01 45 58 93 05

Abonnement annuel 2020
France métropolitaine : 627,92 € TTC
Prix de vente au numéro : 111,29 € TTC
Dom-Tom et Étranger : 679,00 € HT
Prix de vente au numéro : 119,00 € HT
Offre spéciale étudiants :
http://etudiant.lexisnexis.fr/

www.lexisnexis.fr
Tél. : 01 71 72 47 70

Crédit photo : Deejpilot (Photo -
première de couv.)

Collection : iStock / Getty Images E+

LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris

Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141, rue de Javel
75747 Paris Cedex 15

Commission paritaire n° 0621 T 86597
Dépôt légal à parution

Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 6 %
Certification : 100 %
Impact sur l'eau : P_{tot} = 0,01 kg / tonne



Stephen ALMASEANU

- Sanctions : précisions procédurales (*Sanctions civiles*) **étude 5 (janv.)**

Jacques AMAR

- Cessation de paiements : l'entreprise à la merci des décalages de trésorerie liés à la réglementation de la TVA ? (*Créance fiscale*) **étude 3 (janv.)**

Étienne ANDRÉ

- La cession de gré à gré des actifs par une plateforme numérique consacrée (*Réalisation de l'actif*) **dossier 14 (juill.)**
- Le prepack cession aux enchères (*Prepack cession*) **étude 28 (nov.)**

Sophie ATSARIAS

- La responsabilité civile professionnelle du mandataire judiciaire (*Mandataire judiciaire*) **dossier 8 (janv.)**

Gérard BLANC

- Compétence exclusive du tribunal de la procédure collective en matière de nullités de la période suspecte (*Juge compétent*) **comm. 26 (mars)**
- Le liquidateur qui demande la nullité d'un acte conclu pendant la période suspecte agit dans l'intérêt collectif des créanciers (*Qualité pour agir*) **comm. 27 (mars)**
- Acte commutatif déséquilibré (C. com., art. L. 632-1, I, 2°) : contrat de travail (*Nullités de droit*) **comm. 28 (mars)**
- Acte commutatif déséquilibré (C. com., art. L. 632-1, I, 2°) : contrat de vente de matériel (*Nullités de droit*) **comm. 29 (mars)**
- Paiement de dettes non échues (C. com., art. L. 632-1, I, 3°) : règlement de factures (*Nullités de droit*) **comm. 30 (mars)**
- Paiement de dettes non échues (C. com., art. L. 632-1, I, 3°) : virements sur un compte courant d'associé (*Nullités de droit*) **comm. 31 (mars)**
- Paiement de dettes échues (C. com., art. L. 632-1, I, 4°) : paiement par compensation (*Nullités de droit*) **comm. 32 (mars)**
- Sûretés acquises (C. com., art. L. 632-1, I, 6°) : hypothèque consentie pendant la période suspecte (*Nullités de droit*) **comm. 33 (mars)**
- Déclaration d'insaisissabilité (C. com., art. L. 632-1, I, 12°) (*Nullité de droit*) **comm. 34 (mars)**
- Connaissance de la cessation des paiements (C. com., art. L. 632-2). Versement en compte courant (*Nullités facultatives*) **comm. 35 (mars)**

Marie-France BONNEAU

- Entretiens de la sauvegarde 2020 : 15^e édition (*Entretiens de la sauvegarde 2020*) **alerte 2 (janv.)**
- Panorama des mesures de soutien aux entreprises face à la crise du COVID-19 (*Soutien aux entreprises*) **alerte 4 (mars)**
- Covid-19 : adaptation de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État à l'évolution du contexte de crise (*Aides d'État*) **alerte 10 (juill.)**

Thierry BONNEAU

- Le mécanisme dit du cross-class cram-down (*Cross-class cram-down*) **étude 11 (mars)**

Nicolas BORGA

- Le débiteur en difficulté auteur d'un dommage (*Créance indemnitaire*) **dossier 2 (janv.)**
- L'incidence du numérique sur le droit des entreprises en difficulté (*Droit des entreprises en difficulté*) **dossier 9 (juill.)**
- Incidences des ordonnances n° 2020-341 du 27 mars 2020, modifiée par l'ordonnance n° 2020-

596 du 20 mai 2020, et de l'ordonnance et n° 2020-306 du 25 mars 2020 modifiée par l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **comm. 47 (mai)**

- Absence d'extinction des créances non déclarées et survie du recours à l'égard de l'assureur (*Déclaration de créance*) **comm. 51 (mai)**
- Rejet de la créance irrégulièrement déclarée et libération de la caution (*Déclaration de créance*) **comm. 52 (mai)**
- Erreur de droit, forclusion et compétence du juge-commissaire (*Contestation de créance*) **comm. 53 (mai)**
- Deux recours à l'encontre d'une ordonnance relevant le créancier de sa forclusion et admettant sa créance au passif (*Relevé de forclusion - Admission des créances*) **comm. 55 (mai)**
- Action en référé et pouvoirs du juge-commissaire (*Vérification des créances*) **comm. 56 (mai)**
- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prolongation des délais échus et le droit des entreprises en difficulté (*Crise du Covid-19*) **étude 16 (mai)**

Diane BOUSTANI

- Saisie pénale et procédure collective : la demande en restitution des fonds saisis en valeur refusée à la partie civile au stade de l'instruction (*Saisie pénale*) **comm. 45 (mars)**
- Le maintien d'une rémunération excessive au profit de la dirigeante d'une association en difficulté est constitutif du délit de banqueroute par détournement d'actif (*Banqueroute par détournement d'actif*) **comm. 135 (sept.)**

Clément BRAVARD

- Les innovations attendues du tribunal digital (*Tribunal digital*) **dossier 11 (juill.)**

Olivier BUISINE

- Seuils de compétence des tribunaux de commerce spécialisés et de co-désignation des AJMJ (*Tribunal de commerce spécialisé*) **fiche pratique 4 (sept.)**
- De quelques mesures exceptionnelles d'adaptation temporaire du droit des entreprises en difficulté (*Covid-19*) **étude 8 (mars)**
- L'efficacité des procédures de restructuration, d'insolvabilité et de seconde chance : commentaire du titre IV de la directive Restructurations préventives (*Directive [UE] 2019/1023*) **étude 10 (mars)**
- Présentation de l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 d'adaptation du droit des entreprises en difficulté (*Crise du Covid-19*) **étude 15 (mai)**
- Droit de l'environnement et procédures collectives (*Droit de l'environnement*) **étude 17 (mai)**
- De quelques ajustements complémentaires relatifs au droit des entreprises en difficulté (*Crise de la Covid-19*) **étude 20 (juill.)**
- Aides d'État et entreprise en difficulté (*Aides d'État*) **étude 27 (nov.)**

Pierre CAGNOLI

- Tribunaux judiciaires et cours d'appel spécialisés (*Compétence*) **comm. 1 (janv.)**
- Instance en cours - Péremption (*Procédure*) **comm. 2 (janv.)**
- Appel du jugement de cession (*Voies de recours*) **comm. 3 (janv.)**
- Appel du jugement statuant sur la cession et sur le plan de redressement (*Voies de recours*) **comm. 4 (janv.)**
- Limites des droits du créancier auquel la DNI est inopposable (*Arrêt des poursuites individuelles - Déclaration notariée d'insaisissabilité*) **comm. 142 (nov.)**

- Absence de voie de recours contre un jugement réputé non avenu en raison de l'absence de reprise d'instance régulière (*Voies de recours*) **comm. 143 (nov.)**
 - Appel du jugement prononçant la liquidation judiciaire : limites de l'indivisibilité de l'instance (*Voies de recours*) **comm. 144 (nov.)**
 - Tierce opposition du créancier contre le jugement arrêtant un plan de sauvegarde (*Voies de recours*) **comm. 145 (nov.)**
- Adeline CERATI**
- Responsabilité et entreprises en difficulté (*Entreprise en difficulté*) **dossier 1 (janv.)**
 - Cession de gré à gré d'un droit au bail et substitution (*Réalisation de l'actif*) **comm. 36 (mars)**
 - Recours contre une ordonnance autorisant une transaction entre le débiteur en liquidation judiciaire et l'un de ses débiteurs (*Transaction*) **comm. 37 (mars)**
 - Qualité pour agir et interdiction de payer les créances antérieures (*Transaction*) **comm. 95 (juill.)**
 - Locataire en liquidation judiciaire : prise en charge de la créance de dépollution par le bailleur (*Créance environnementale*) **comm. 96 (juill.)**
- GAËL COUTURIER**
- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prolongation des délais échus et le droit des entreprises en difficulté (*Crise du Covid-19*) **étude 16 (mai)**
- Charles CROZE**
- Les innovations envisagées par les avocats en droit des entreprises en difficulté (*Dématérialisation des procédures*) **dossier 10 (juill.)**
- Christophe DELATRE**
- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
 - L'intervention du ministère public dans les procédures d'insolvabilité (*Ministère public*) **fiche pratique 3 (juill.)**
 - Neutralisation d'un créancier récalcitrant qui refuse d'adhérer à une nouvelle procédure de conciliation (*Conciliation*) **comm. 139 (nov.)**
 - La levée de la confidentialité : quelques rappels (*Confidentialité*) **comm. 140 (nov.)**
 - Le dirigeant ne peut se prévaloir d'une mesure préventive pour tenter d'échapper à ses responsabilités (*Mandat ad hoc*) **comm. 141 (nov.)**
 - Sanctions : lien entre défaut de coopération et souffrance psychologique (*Défaut de coopération*) **alerte 13 (sept.)**
 - Les magistrats et les acteurs de l'insolvabilité agissent pour venir en aide au chef d'entreprise en souffrance psychologique (*Entrepreneur en difficulté*) **étude 9 (mars)**
 - Le ministère public : organe de contrôle de la rémunération du conciliateur (*Conciliateur*) **étude 21 (juill.)**
- Michel DI MARTINO**
- La poursuite des contrats bancaires en cours en procédure collective (*Contrats en cours*) **fiche pratique 1 (janv.)**
 - Les prêts de trésorerie garantis par l'État (*Prêt garanti par l'État*) **fiche pratique 2 (mai)**
 - Réévaluation des bilans et opération de lease-back (*Capitaux propres*) **fiches pratiques 6 (nov.)**
 - Remboursement des PGE - Actualités (*Prêt garanti par l'État*) **alerte 16 (nov.)**
- Maxime DIESBECQ**
- Loi relative à « la croissance et la transformation des entreprises » : quel impact(E) sur les agriculteurs en difficulté ? (*Agriculteur en difficulté*) **étude 2 (janv.)**
- Marie-Pierre DUMONT**
- Qualité pour intenter une action en paiement d'une créance alimentaire et régime des créances alimentaires (*Créance alimentaire*) **comm. 83 (mai)**
 - Notion d'action attachée à la personne du débiteur (*Dessaisissement*) **comm. 84 (mai)**
 - Absence d'obligation de déclaration de créance pour le créancier co-indivisaire (*Indivision*) **comm. 86 (mai)**
 - Droit de poursuite de l'associé créancier titulaire d'un compte courant d'associé (*Compte courant d'associé*) **comm. 107 (juill.)**
 - Droit de poursuite du créancier social contre l'associé d'une société civile en liquidation judiciaire (*Obligation au passif*) **comm. 108 (juill.)**
 - Efficacité d'une clause d'inaliénabilité portant sur des actions, en cas de plan de cession du débiteur de la clause : la Cour ne se prononce pas... (*Cession de titres*) **comm. 110 (juill.)**
 - Portée de l'interdiction de gérer d'un dirigeant par ailleurs membre d'un conseil de surveillance : l'impossible extension de la sanction (*Sanctions civiles*) **comm. 112 (juill.)**
- Marjorie ECKHOUDT**
- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
- Thierry FAVARIO**
- La responsabilité des créanciers pour les concours consentis (*Responsabilité des créanciers*) **dossier 6 (janv.)**
- Alain FÉNÉON**
- La reconnaissance des procédures collectives françaises en Afrique (OHADA) (*Droit OHADA*) **étude 26 (sept.)**
- Bertille GHANDOUR**
- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
- Cyprien de GIRVAL**
- Valoriser l'entreprise à travers les réseaux sociaux (*Réalisation de l'actif*) **dossier 12 (juill.)**
- Sophie GJDARA-DECAIX**
- Caractérisation de la situation de surendettement et éligibilité du dirigeant-caution (*Conditions d'éligibilité*) **comm. 17 (mars)**
 - Caractérisation de la mauvaise foi du débiteur (*Conditions d'éligibilité*) **comm. 18 (mars)**
 - Voies de recours (*Règles de procédure*) **comm. 19 (mars)**
 - Modalités de saisine du juge du tribunal d'instance (*Règles de procédure*) **comm. 20 (mars)**
 - Effet d'une décision de recevabilité intervenue postérieurement au jugement ordonnant la vente forcée de l'immeuble du débiteur (*Règles de procédure*) **comm. 21 (mars)**
 - Vérification des créances - Portée de la décision du juge (*Règles de procédure*) **comm. 22 (mars)**
 - Recommandation de la commission à fin de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire - Notification (*Règles de procédure*) **comm. 23 (mars)**
 - Durée des mesures de désendettement et application de la loi dans le temps (*Mesures de traitement et rétablissement personnel*) **comm. 24 (mars)**
 - Inexécution des mesures recommandées par la commission et homologuées par le juge - Conditions de la reprise des poursuites par les créanciers (*Mesures de traitement et rétablissement personnel*) **comm. 25 (mars)**
 - Appréciation de la bonne foi du débiteur et pouvoir souverain des juges du fond (*Conditions de recevabilité*) **comm. 115 (sept.)**
 - Déchéance et ouverture d'une nouvelle procédure (*Conditions de recevabilité*) **comm. 116 (sept.)**
 - Éligibilité à la procédure du débiteur marié à un commerçant en liquidation judiciaire (*Conditions de*

recevabilité).....	comm. 117 (sept.)	sociaux (<i>Sanctions civiles</i>).....	comm. 111 (juill.)
• Caractérisation de la situation de surendettement et dettes non professionnelles (<i>Conditions de recevabilité</i>).....	comm. 118 (sept.)	• Maintien d'une rémunération excessive après la cessation des paiements : attention au délit de banqueroute par détournement d'actif (<i>Sanctions pénales</i>).....	comm. 114 (juill.)
• Effet de la demande du débiteur tendant à l'obtention de mesures recommandées sur le délai de forclusion (<i>Règles de procédure</i>).....	comm. 119 (sept.)	Christine LABEL	
• Office du juge de la saisie immobilière en présence d'une procédure de surendettement (<i>Règles de procédure</i>).....	comm. 120 (sept.)	• Régularisation par l'administrateur dans le délai pour exercer un recours (<i>Mission d'assistance</i>).....	comm. 123 (sept.)
• Absence de liquidation judiciaire et clôture de la procédure de rétablissement personnel pour insuffisance d'actif (<i>Mesures de traitement et rétablissement personnel</i>).....	comm. 121 (sept.)	• Fonctionnement du compte bancaire (<i>Mission d'assistance</i>).....	comm. 124 (sept.)
• Modifications des procédures de rétablissement personnel par la loi du 17 juin 2020 relative aux dispositions liées à la crise sanitaire (<i>Mesures de traitement et rétablissement personnel</i>).....	comm. 122 (sept.)	• Conversion en liquidation judiciaire pour absence de projet de plan sérieux : prise en compte du comportement du débiteur (<i>Conversion en liquidation judiciaire</i>).....	comm. 125 (sept.)
Caroline HOUIN-BRESSAND		• Ouverture de la procédure collective - Exercice en nom propre - Dette non professionnelle (<i>Professions libérales</i>).....	comm. 136 (sept.)
• Créance de régularisation des cotisations sociales (<i>Critère chronologique</i>).....	comm. 148 (nov.)	• Ordre professionnel : désignation d'un représentant et convocation (<i>Professions libérales</i>).....	comm. 137 (sept.)
• Obligation de caractériser le critère téléologique (<i>Critère téléologique</i>).....	comm. 149 (nov.)	• Liquidation judiciaire : absence de résiliation automatique du bail rural (<i>Agriculteurs</i>).....	comm. 138 (sept.)
• La contrepartie de la créance privilégiée n'a pas besoin d'être effective (<i>Critère téléologique</i>).....	comm. 151 (nov.)	François LEGRAND	
• Création d'un privilège de « post-monnaie » (<i>Crise de la Covid-19 - Mesures d'urgence</i>).....	comm. 156 (nov.)	• Apport du décret du 26 décembre 2019 pour les créances mentionnées à l'article 1929 quater du CGI et aux articles 379 et 379 bis du Code des douanes (<i>Créance publique</i>).....	comm. 48 (mai)
• Postériorité de la créance née d'un paiement indu (<i>Critère chronologique</i>).....	comm. 157 (nov.)	• Créance éventuelle et levée d'option d'une promesse de vente (<i>Déclaration de créance</i>).....	comm. 49 (mai)
David JACOTOT		• Déclaration de créance à titre provisionnel et titre exécutoire (<i>Déclaration de créance</i>).....	comm. 50 (mai)
• Paiement des dettes sociales d'un entrepreneur en liquidation judiciaire (<i>Cotisations sociales</i>).....	comm. 57 (mai)	• Contestation non sérieuse et violation de l'interdiction de payer les créances antérieures au jugement d'ouverture (<i>Contestation de créance</i>).....	comm. 54 (mai)
• Action prud'homale en présence d'un plan de continuation (<i>Instances prud'homales</i>).....	comm. 58 (mai)	Cécile LISANTI	
• Le préjudice résultant du non-respect de l'ordre des licenciements (<i>Ordre des licenciements</i>).....	comm. 59 (mai)	• Renonciation frauduleuse à une succession (<i>Action paulienne</i>).....	comm. 82 (mai)
• Le contrôle singulier de la pertinence du plan de sauvegarde de l'emploi dans une entreprise en liquidation judiciaire (<i>Plan de sauvegarde de l'emploi</i>).....	comm. 60 (mai)	• Mandat légal de représentation du liquidateur et secret professionnel du notaire (<i>Dessaisissement</i>).....	comm. 85 (mai)
• Appel en garantie devant le conseil de prud'hommes de la société mère par le liquidateur (<i>Responsabilité des sociétés mères</i>).....	comm. 61 (mai)	• Pouvoirs du liquidateur judiciaire sur un bien indivis constituant le logement familial (<i>Indivision</i>).....	comm. 87 (mai)
• Activité partielle des salariés d'une entreprise (<i>Chômage partiel</i>).....	comm. 126 (sept.)	• Opposabilité de la déclaration notariée d'insaisissabilité (<i>Insaisissabilité - DNI</i>).....	comm. 88 (mai)
• Nouvelle exception au principe du transfert des contrats de travail au cessionnaire (<i>Contrat de travail</i>).....	comm. 128 (sept.)	• Pouvoirs du liquidateur sur un bien indivis déclaré insaisissable (<i>Insaisissabilité - DNI</i>).....	comm. 89 (mai)
• La personnalisation de la recherche de postes de reclassement (<i>Obligation de reclassement</i>).....	comm. 158 (nov.)	• Application dans le temps de l'article L. 526-1 du Code de commerce (<i>Insaisissabilité - Résidence principale</i>).....	comm. 90 (mai)
• Identification des catégories professionnelles (<i>Ordre des licenciements</i>).....	comm. 159 (nov.)	• Dissolution de la personne morale et assignation en liquidation judiciaire (<i>Dissolution</i>).....	comm. 109 (juill.)
• Retour sur les conséquences de l'annulation d'une décision homologuant un plan de sauvegarde de l'emploi (<i>Liquidation judiciaire</i>).....	étude 24 (sept.)	• Notion de simple négligence (<i>Responsabilité pour insuffisance d'actif</i>).....	comm. 113 (juill.)
Élodie KLEIDER		Jean-Jacques MARTEL	
• La loi applicable au calcul du « reste-à-vivre » lorsque le débiteur personne physique perçoit des revenus d'un organisme étranger, réponse du Bundesgerichtshof allemand (<i>Procédure d'insolvabilité</i>).....	étude 6 (janv.)	• La fiscalité de la cession d'immeuble au regard des frais et droits de mutation (<i>Réalisation de l'actif</i>).....	fiches pratiques 5 (nov.)
Karl LAFAURIE		Arlette MARTIN-SERF	
• Les dettes professionnelles du particulier en rétablissement personnel : avancée à petits pas pour le rebond économique (<i>Rétablissement personnel</i>).....	étude 23 (sept.)	• Action engagée contre un dirigeant en procédure collective : la condamnation doit être portée sur l'état des créances de la procédure à laquelle il est soumis et suivre l'ordre de répartition entre les créanciers (<i>Procédure</i>).....	comm. 71 (mai)
Thomas LE GUEUT		• Obligations de preuve et de qualification imposées aux juges du fond (<i>Procédure</i>).....	comm. 72 (mai)
• Régime de l'injonction de faire de l'article L. 611-2 du Code de commerce quant au dépôt des comptes		• Calcul, montant et certitude de l'insuffisance d'actif par rapport au passif déclaré et à la période de	

gestion du gérant de droit fautif (<i>Insuffisance d'actif</i>) comm. 73 (mai)	<i>environnementale</i>) dossier 5 (janv.)
<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'une faute de gestion antérieure au jugement d'ouverture : cas de la liquidation judiciaire ouverte à la suite de la résolution d'un plan de redressement (<i>Fautes de gestion</i>) comm. 74 (mai) • Faute de gestion commise par le représentant permanent d'un administrateur personne morale (<i>Dirigeants</i>) comm. 75 (mai) • Interdiction de gérer, et non pas faillite personnelle, pour sanctionner un défaut de déclaration de la cessation des paiements (<i>Faillite personnelle ou interdiction de gérer</i>) comm. 76 (mai) • Exclusion des membres du conseil de surveillance (<i>Dirigeants concernés</i>) comm. 77 (mai) • Détournement d'actif commis le jour du jugement d'ouverture de la procédure collective de la société débitrice (<i>Date des faits reprochés au dirigeant</i>) comm. 78 (mai) • Obligation de motivation sur le principe et le quantum de la sanction (<i>Condamnation</i>) comm. 79 (mai) • Responsabilité pour blocage des fonds en application du nantissement sur les comptes bancaires de la société débitrice en redressement judiciaire (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>) comm. 80 (mai) • Responsabilité du fournisseur d'un produit défectueux ayant causé la perte d'une chance et la cessation des paiements de la société débitrice. Demande de réparation du préjudice subi par les associés de la holding (<i>Fournisseur de marchandises</i>) comm. 81 (mai) • Insuffisance des apports consentis à la société lors de sa constitution : faute de gestion (non) (<i>Fautes de gestion</i>) comm. 160 (nov.) • Appréciation et contrôle du lien de causalité. Défaut de règlement du loyer ayant contribué à l'insuffisance d'actif (<i>Lien de causalité</i>) comm. 161 (nov.) • Déclaration de cessation des paiements tardive sans lien de causalité avec l'augmentation du passif pendant la période considérée (<i>Lien de causalité</i>) comm. 162 (nov.) • Montant des condamnations de deux dirigeants déterminé souverainement par les juges du fond (<i>Condamnation</i>) comm. 163 (nov.) • Défaut de déclaration de la cessation des paiements. Ajout de l'adverbe « sciemment » par la loi du 6 août 2015. Caractérisation par les juges du fond du caractère volontaire de l'omission (<i>Interdiction de gérer</i>) comm. 164 (nov.) • Interdiction d'exercer une fonction publique élective. Obligation de motivation (<i>Faillite personnelle</i>) comm. 165 (nov.) • Article L. 650-1 du Code de commerce. Champ d'application. Exclusion du retrait des concours consentis (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>) comm. 166 (nov.) • Responsabilité fondée sur l'article L. 650-1 du Code de commerce. Notion de fraude exigeant l'utilisation de moyens déloyaux (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>) comm. 167 (nov.) 	<p>Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET</p> <ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité et entreprises en difficulté (<i>Entreprise en difficulté</i>) dossier 1 (janv.) • Responsabilité des dirigeants pour contribution à la cessation des paiements du débiteur en redressement judiciaire (<i>Responsabilité pour contribution à la cessation des paiements</i>) dossier 4 (janv.) <p>Florent PETIT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modalités de calcul du seuil d'effectif salarié (<i>PME</i>) alerte 6 (mars) • Actualité jurisprudentielle (<i>Actualité jurisprudentielle</i>) étude 1 (janv.) étude 7 (mars) étude 14 (mai) étude 19 (juill.) étude 22 (sept.) alerte 15 (nov.) <p>Mélanie PETIT</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fiscalité de la cession d'immeuble au regard des frais et droits de mutation (<i>Réalisation de l'actif</i>) fiche pratique 5 (nov.) <p>Florence REILLE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le débiteur en difficulté victime d'un préjudice (<i>Débiteur en difficulté</i>) dossier 7 (janv.) • Précisions en série relatives à la reprise des poursuites après clôture de la liquidation judiciaire, en raison d'une fraude (<i>Reprise des poursuites</i>) comm. 38 (mars) <p>Alexandre RIÉRA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les recours contre les ordonnances du juge-commissaire autorisant la cession de gré à gré d'un immeuble (<i>Cession de gré à gré</i>) alerte 1 (janv.) <p>Corinne ROBACZEWSKI</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (<i>Panorama de jurisprudence</i>) chron. 1 (nov.) <p>Blandine ROLLAND</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire relatif aux installations classées (<i>Installation classée pour la protection de l'environnement</i>) formule 1 (mars) • Quelle est la qualification de la créance du preneur due au bailleur en matière de dépollution dans le cadre d'une cessation d'activité ? (<i>Procédure administrative en matière de cessation d'activité</i>) comm. 46 (mars) • Les dits et les non-dits de l'arrêt du 5 février 2020 rendu en matière de dépollution : petit exercice de qualification juridique d'une créance (<i>Créance environnementale</i>) étude 13 (mars) <p>Clara ROUOT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Seuils de compétence des tribunaux de commerce spécialisés et de co-désignation des AJMJ (<i>Tribunal de commerce spécialisé</i>) fiche pratique 4 (sept.) <p>Vincent ROUSSEAU</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'efficacité des procédures de restructuration, d'insolvabilité et de seconde chance : commentaire du titre IV de la directive Restructurations préventives (<i>Directive [UE] 2019/1023</i>) étude 10 (mars) <p>Philippe ROUSSEL GALLE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coronavirus et droit des entreprises en difficulté (<i>Entreprises en difficulté</i>) repère 2 (mars) • Un peu d'histoire (<i>Crise sanitaire</i>) repère 4 (juill.) • Une nouvelle procédure pour un nouveau confinement (<i>Crise de la Covid-19</i>) repère 6 (nov.) <p>Fernanda SABRINNI</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'intérêt collectif des créanciers, un piège pour la Cour de cassation (<i>Intérêt collectif des créanciers</i>) étude 4 (janv.)
<p>Vincent MAZEAUD</p> <ul style="list-style-type: none"> • La responsabilité pour insuffisance d'actif (<i>Responsabilité pour insuffisance d'actif</i>) dossier 3 (janv.) <p>Michel MENJUCQ</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liquidation judiciaire après transmission universelle de patrimoine : c'est possible ! (<i>Transmission universelle de patrimoine</i>) repère 1 (janv.) • À quelque chose malheur est bon (<i>Crise du Covid-19</i>) repère 3 (mai) • Libéralisation de la cession d'entreprise : un fantasme à dissiper ! (<i>Cession d'entreprise</i>) repère 5 (sept.) <p>Eva MOUIAL BASSILANA</p> <ul style="list-style-type: none"> • La responsabilité environnementale de la société mère (du fait de sa filiale en difficulté) (<i>Responsabilité</i> 	

Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

- Créance d'honoraires d'un avocat (*Régularité de la créance*) **comm. 146 (nov.)**
- Fait générateur de la commission d'un agent commercial (*Critère chronologique*) **comm. 147 (nov.)**
- Créance de remboursement de paiements (*Critère téléologique*) **comm. 150 (nov.)**
- Créance de dépollution (*Critère téléologique*) **comm. 152 (nov.)**
- Charges de copropriété (*Critère téléologique*) **comm. 153 (nov.)**
- Le créancier postérieur peut se prévaloir de la compensation légale avec une créance du débiteur sans avoir besoin d'établir la connexité (*Compensation*) **comm. 154 (nov.)**
- Le créancier postérieur privilégié échappe au classement (*Droit de poursuite individuelle*) **comm. 155 (nov.)**

Claude SAINT-DIDIER

- La responsabilité civile professionnelle du mandataire judiciaire (*Mandataire judiciaire*) **dossier 8 (janv.)**

Bernard SAINTOURENS

- Activité exercée sous le statut de l'EIRL : incidences procédurales (*Activité professionnelle indépendante*) **comm. 5 (janv.)**
- L'absence d'un contrat de bail écrit ne suffit pas à caractériser la confusion des patrimoines (*Extension de procédure*) **comm. 6 (janv.)**
- Le paiement du prix de vente d'un immeuble par compensation avec le compte courant d'un associé ne constitue pas une relation financière anormale (*Extension de procédure*) **comm. 7 (janv.)**
- Report de la date cessation des paiements : incidence de la conversion du redressement en liquidation judiciaire (*Procédure de redressement ou de liquidation*) **comm. 8 (janv.)**
- Caractérisation de l'état de liquidation judiciaire par un faisceau d'indices (*Procédure de redressement ou de liquidation*) **comm. 9 (janv.)**
- Appréciation de l'état de cessation des paiements et pandémie « Covid-19 » : référence temporaire à la date du 12 mars 2020 (*Cessation des paiements*) **comm. 91 (juill.)**
- Sauvegarde accélérée et pandémie « Covid-19 » : neutralisation temporaire des conditions de seuils financiers (*Sauvegarde accélérée*) **comm. 92 (juill.)**
- Liquidation judiciaire simplifiée et pandémie « Covid-19 » : neutralisation temporaire des conditions de seuil d'effectif salarié (*Liquidation judiciaire simplifiée*) **comm. 93 (juill.)**
- Rétablissement professionnel et pandémie « Covid-19 » : fixation temporaire du plafond d'éligibilité à 15 000 euros (*Rétablissement professionnel*) **comm. 94 (juill.)**

François TAQUET

- Délai de contestation et information du salarié sur le délai de prescription (*Contrat de sécurisation professionnelle*) **comm. 10 (janv.)**
- Paiement de frais professionnels : prescription de 2 ans (*Créance salariale*) **comm. 11 (janv.)**
- Rupture conventionnelle : contentieux de l'action en paiement de l'indemnité de rupture (*Créance salariale*) **comm. 12 (janv.)**
- Absence d'indivisibilité entre la décision établissant les créances et celle déterminant l'étendue de la garantie de l'AGS (*Garantie des salaires*) **comm. 13 (janv.)**
- Délai pour faire valoir son droit à la priorité de réembauchage en cas congé de reclassement (*Priorité de réembauche*) **comm. 14 (janv.)**

- Dans le cadre de son obligation de reclassement, l'employeur doit réitérer la proposition refusée préalablement ! (*Obligation de reclassement*) **comm. 15 (janv.)**
- Compétence du juge judiciaire - séparation des pouvoirs (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) **comm. 16 (janv.)**
- Prescription applicable en cas de demande de requalification d'un CDD en CDI (*Contrat de travail*) **comm. 39 (mars)**
- Obligation pour le liquidateur de rompre le contrat de travail dans le délai de 15 jours du jugement de liquidation judiciaire (*Garantie des salaires*) **comm. 40 (mars)**
- Rôle des commissions paritaires de l'emploi en matière de reclassement des salariés (*Obligation de reclassement*) **comm. 41 (mars)**
- L'obligation de reclassement et le PSE constituent deux obligations complémentaires (*Obligation de reclassement et PSE*) **comm. 42 (mars)**
- Mise en oeuvre de l'ordre des licenciements (*Ordre des licenciements*) **comm. 43 (mars)**
- Périmètre du reclassement (*Obligation de reclassement*) **comm. 44 (mars)**
- Contrat de sécurisation professionnelle et motivation du licenciement (*Contrat de sécurisation professionnelle*) **comm. 97 (juill.)**
- Preuve du contrat de travail (*Contrat de travail*) **comm. 98 (juill.)**
- Contrats de travail conclus pendant la période d'observation (*Contrat de travail*) **comm. 99 (juill.)**
- Contentieux et mesures de publicité (*Créance salariale*) **comm. 100 (juill.)**
- Plafond de garantie des salaires de l'AGS (*Garantie des salaires*) **comm. 101 (juill.)**
- Limites de l'obligation de reclassement en cas de liquidation judiciaire (*Obligation de reclassement*) **comm. 102 (juill.)**
- Rôle des commissions paritaires de l'emploi en matière de reclassement des salariés (*Obligation de reclassement*) **comm. 103 (juill.)**
- Conséquences de l'annulation de la décision administrative d'homologation ou de validation d'un PSE (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) **comm. 104 (juill.)**
- Contentieux relatif au contenu du plan de sauvegarde de l'emploi (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) **comm. 105 (juill.)**
- Sanction en cas de non-respect de la priorité de réembauchage (*Priorité de réembauchage*) **comm. 106 (juill.)**
- Lorsque l'entreprise est en redressement judiciaire, le visa de l'ordonnance du juge-commissaire est indispensable dans la lettre de rupture adressée au salarié (*Contrat de sécurisation professionnelle*) **comm. 127 (sept.)**
- Contestation de la réalité d'un contrat de travail apparent et charge de la preuve : cas du cumul d'un contrat de travail et d'un mandat social (*Contrat de travail*) **comm. 129 (sept.)**
- Contenu de la lettre d'information adressée au salarié sur la nature et le montant des créances admises et point de départ du délai de contestation (*Créances salariales - Relevé des créances*) **comm. 130 (sept.)**
- Liquidation judiciaire et rupture du contrat de travail : le délai de 15 jours doit être respecté (*Garantie des salaires*) **comm. 131 (sept.)**
- Cessation d'activité de l'entreprise et légèreté blâmable de l'employeur (*Licenciement - Absence de cause réelle et sérieuse*) **comm. 132 (sept.)**
- La mention des recherches de reclassement n'est pas imposée dans la lettre de licenciement (*Licenciement économique - Obligation de reclassement*) **comm. 133 (sept.)**

- Annulation de la décision d'homologation d'un PSE : prescription de l'action en indemnisation du licenciement devenu sans cause réelle et sérieuse (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) **comm. 134 (sept.)**

Julien THÉRON

- Céder par le recours à des marketplaces, une opportunité dépendante de menues adaptations textuelles (*Réalisation de l'actif*) **dossier 13 (juill.)**

Christophe TRAN

- Effets en cascade de la consultation irrégulière du créancier de la procédure collective (*Plan de redressement*) **étude 12 (mars)**

Régis VABRES

- Abandon de créance (*Crise sanitaire*) **comm. 62 (mai)**
- Prorogation et suspension des délais en matière fiscale (*Crise sanitaire*) **comm. 63 (mai)**
- Déclaration à titre provisionnel des créances sociales (*Déclaration de créances*) **comm. 64 (mai)**

- Admission définitive des créances fiscales (*Déclaration de créances*) **comm. 65 (mai)**
- Responsabilité fiscale solidaire (LPF, art. L. 267) (*Responsabilité des dirigeants*) **comm. 66 (mai)**
- Aides d'État (*Liquidation judiciaire*) **comm. 67 (mai)**
- Reprise des poursuites (*Liquidation judiciaire*) **comm. 68 (mai)**
- Passif exigible et créance fiscale (*Cessation des paiements*) **comm. 69 (mai)**
- Remise des pénalités (*Liquidation judiciaire*) **comm. 70 (mai)**

Jean-Luc VALLENS

- Le droit des procédures collectives est-il conforme au principe de proportionnalité ? (*Principe de proportionnalité*) **étude 18 (mai)**
- Procédure d'insolvabilité et procédure d'arbitrage : interactions (*Procédures collectives*) **étude 25 (sept.)**

Denis VOINOT

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**

Actualité jurisprudentielle

- Actualité jurisprudentielle
15 octobre 2019 - 15 novembre 2019,
par Florent PETIT étude 1 (janv.)
- Actualité jurisprudentielle
15 octobre 2019 - 15 décembre 2019,
par Florent PETIT étude 7 (mars)
- Actualité jurisprudentielle
15 décembre 2019 - 15 février 2020,
par Florent PETIT étude 14 (mai)
- Actualité jurisprudentielle
15 février 2020 - 15 avril 2020,
par Florent PETIT étude 19 (juill.)
- Actualité jurisprudentielle
15 avril 2020 - 15 juin 2020,
par Florent PETIT étude 22 (sept.)

Agriculteur en difficulté

- Loi relative à « la croissance et la transformation des entreprises » : quel imPACT(E) sur les agriculteurs en difficulté ?,
par Maxime DIESBECQ étude 2 (janv.)

Aides d'État

- Aides d'État et entreprise en difficulté,
par Olivier BUISINE étude 27 (nov.)

Conciliateur

- Le ministère public : organe de contrôle de la rémunération du conciliateur,
par Christophe DELATTRE étude 21 (juill.)

Covid-19

- De quelques mesures exceptionnelles d'adaptation temporaire du droit des entreprises en difficulté,
par Olivier BUISINE étude 8 (mars)

Créance environnementale

- Les dits et les non-dits de l'arrêt du 5 février 2020 rendu en matière de dépollution : petit exercice de qualification juridique d'une créance,
par Blandine ROLLAND étude 13 (mars)

Créance fiscale

- Cessation de paiements : l'entreprise à la merci des décalages de trésorerie liés à la réglementation de la TVA ?,
par Jacques AMAR étude 3 (janv.)

Créance indemnitaires

- Le débiteur en difficulté auteur d'un dommage,
par Nicolas BORGA dossier 2 (janv.)

Crise de la Covid-19

- De quelques ajustements complémentaires relatifs au droit des entreprises en difficulté,
par Olivier BUISINE étude 20 (juill.)

Crise du Covid-19

- Présentation de l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 d'adaptation du droit des entreprises en difficulté,
par Olivier BUISINE étude 15 (mai)
- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prolongation des délais échus et le droit des entreprises en difficulté,
par Nicolas BORGA étude 16 (mai)

- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prolongation des délais échus et le droit des entreprises en difficulté,
par GAËL COUTURIER étude 16 (mai)

Cross-class cram-down

- Le mécanisme dit du cross-class cram-down,
par Thierry BONNEAU étude 11 (mars)

Débiteur en difficulté

- Le débiteur en difficulté victime d'un préjudice,
par Florence REILLE dossier 7 (janv.)

Dématérialisation des procédures

- Les innovations envisagées par les avocats en droit des entreprises en difficulté,
par Charles CROZE dossier 10 (juill.)

Directive (UE) 2019/1023

- L'efficacité des procédures de restructuration, d'insolvabilité et de seconde chance : commentaire du titre IV de la directive Restructurations préventives,
par Vincent ROUSSEAU étude 10 (mars)
- L'efficacité des procédures de restructuration, d'insolvabilité et de seconde chance : commentaire du titre IV de la directive Restructurations préventives,
par Olivier BUISINE étude 10 (mars)

Droit de l'environnement

- Droit de l'environnement et procédures collectives,
par Olivier BUISINE étude 17 (mai)

Droit OHADA

- La reconnaissance des procédures collectives françaises en Afrique (OHADA),
par Alain FÉNÉON étude 26 (sept.)

Entrepreneur en difficulté

- Les magistrats et les acteurs de l'insolvabilité agissent pour venir en aide au chef d'entreprise en souffrance psychologique,
par Christophe DELATTRE étude 9 (mars)

Intérêt collectif des créanciers

- L'intérêt collectif des créanciers, un piège pour la Cour de cassation,
par Fernanda SABRINI étude 4 (janv.)

Liquidation judiciaire

- Retour sur les conséquences de l'annulation d'une décision homologuant un plan de sauvegarde de l'emploi,
par David JACOTOT étude 24 (sept.)

Mandataire judiciaire

- La responsabilité civile professionnelle du mandataire judiciaire,
par Claude SAINT-DIDIER dossier 8 (janv.)
- La responsabilité civile professionnelle du mandataire judiciaire,
par Sophie ATSARIAS dossier 8 (janv.)

Panorama de jurisprudence

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,
par Bertille GHANDOUR chron. 1 (nov.)
- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,
par Marjorie EECKHOUDT chron. 1 (nov.)

- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,**
par Christophe DELATTRE..... **chron. 1 (nov.)**
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,**
par Corinne ROBACZEWSKI..... **chron. 1 (nov.)**
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,**
par Denis VOINOT..... **chron. 1 (nov.)**

Plan de redressement

- **Effets en cascade de la consultation irrégulière du créancier de la procédure collective,**
par Christophe TRAN..... **étude 12 (mars)**

Prepack cession

- **Le prepack cession aux enchères,**
par Étienne ANDRÉ..... **étude 28 (nov.)**

Principe de proportionnalité

- **Le droit des procédures collectives est-il conforme au principe de proportionnalité ?,**
par Jean-Luc VALLENS..... **étude 18 (mai)**

Procédure d'insolvabilité

- **La loi applicable au calcul du « reste-à-vivre » lorsque le débiteur personne physique perçoit des revenus d'un organisme étranger, réponse du Bundesgerichtshof allemand,**
par Élodie KLEIDER..... **étude 6 (janv.)**

Procédures collectives

- **Procédure d'insolvabilité et procédure d'arbitrage : interactions,**
par Jean-Luc VALLENS..... **étude 25 (sept.)**

Réalisation de l'actif

- **Valoriser l'entreprise à travers les réseaux sociaux,**
par Cyprien de GIRVAL..... **dossier 12 (juill.)**

- **Céder par le recours à des marketplaces, une opportunité dépendante de menues adaptations textuelles,**
par Julien THÉRON..... **dossier 13 (juill.)**
- **La cession de gré à gré des actifs par une plateforme numérique consacrée,**
par Étienne ANDRÉ..... **dossier 14 (juill.)**

Responsabilité des créanciers

- **La responsabilité des créanciers pour les concours consentis,**
par Thierry FAVARIO..... **dossier 6 (janv.)**

Responsabilité environnementale

- **La responsabilité environnementale de la société mère (du fait de sa filiale en difficulté),**
par Eva MOUIAL BASSILANA..... **dossier 5 (janv.)**

Responsabilité pour contribution à la cessation des paiements

- **Responsabilité des dirigeants pour contribution à la cessation des paiements du débiteur en redressement judiciaire,**
par Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET..... **dossier 4 (janv.)**

Responsabilité pour insuffisance d'actif

- **La responsabilité pour insuffisance d'actif,**
par Vincent MAZEAUD..... **dossier 3 (janv.)**

Rétablissement personnel

- **Les dettes professionnelles du particulier en rétablissement personnel : avancée à petits pas pour le rebond économique,**
par Karl LAFAURIE..... **étude 23 (sept.)**

Sanctions civiles

- **Sanctions : précisions procédurales,**
par Stephen ALMASEANU..... **étude 5 (janv.)**

Tribunal digital

- **Les innovations attendues du tribunal digital,**
par Clément BRAVARD..... **dossier 11 (juill.)**

A

ABANDON DE CRÉANCES (LOYERS)

Acte anormal de gestion
 Charge déductible
 Report des déficits **comm. 62 (mai)**

ACTE DE GESTION COURANTE

Contrat de travail
 Mission d'assistance de l'administrateur
 judiciaire **comm. 99 (juill.)**

ACTION PAULIENNE

Action exercée par le liquidateur judiciaire
 Renonciation à une succession **comm. 82 (mai)**
**Remboursement d'un compte courant
 d'associé**
 Condition **comm. 107 (juill.)**

ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE INDÉPENDANTE

EIRL **comm. 5 (janv.)**

ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

15 avril 2020-15 juin 2020 **étude 22 (sept.)**
 15 décembre 2019-15 février 2020 **étude 14 (mai)**
 15 février 2020-15 avril 2020 **étude 19 (juill.)**
 15 juin-15 août 2020 **alerte 15 (nov.)**
 15 octobre 2019-15 décembre 2019 **étude 1 (janv.)**
 **étude 7 (mars)**

ADMINISTRATEUR ET MANDATAIRE JUDICIAIRE

Co-désignation
 Seuils **prat. 4 (sept.)**

ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

Mission d'assistance
 Appel formé par le débiteur seul
 Régularisation **comm. 123 (sept.)**
 Fonctionnement du compte bancaire
 Précision de la mission de l'admini-
 strateur judiciaire par le juge-
 commissaire **comm. 124 (sept.)**

ADMISSION DES CRÉANCES

Contestation sérieuse
 Notion
 Violation d'une règle d'ordre
 public **comm. 54 (mai)**

AGENT COMMERCIAL

Créance de commission
 Privilège de procédure **comm. 147 (nov.)**

AGRICULTEUR

Définition
 Loi PACTE **étude 2 (janv.)**
Liquidation judiciaire
 Absence de poursuite d'activité
 Absence de résiliation automa-
 tique du bail rural **comm. 138 (sept.)**

AIDES D'ÉTAT

Crise de la Covid-19
 Encadrement temporaire
 Adaptation **alerte 10 (juill.)**
Crise sanitaire **étude 27 (nov.)**
Récupération des aides illégales
 Créance fiscale
 Relevé de forclusion **comm. 67 (mai)**

ALLOCATION D'ACTIVITÉ PARTIELLE

Versement de l'allocation directement au
 salarié **comm. 126 (sept.)**

APESA **table ronde 3 (sept.)**

Ministère de l'Économie
 Partenariat
 Numéro vert **alerte 8 (mai)**

APPLICATION FORCÉE INTERCLASSE **étude 11 (mars)**

APPORT EN TRÉSORERIE

Privilège
 Paiement prioritaire **comm. 156 (nov.)**

ARRÊT DES POURSUITES INDIVIDUELLES

Inopposabilité à un créancier **comm. 142 (nov.)**
Reprise d'instance irrégulière
 Jugement réputé non avenu **comm. 143 (nov.)**

ARRÊT DES VOIES D'EXÉCUTION

Saisie conservatoire
 Garantie d'une condamnation en respon-
 sabilité pour insuffisance d'actif **comm. 71 (mai)**

ASSIGNATION EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

Recevabilité
 Société dissoute
 Absence de publicité au RCS **comm. 109 (juill.)**

ASSOCIÉ

Société civile
 Obligation au passif
 Vaines poursuites **comm. 108 (juill.)**

B

BAIL RURAL

Liquidation judiciaire du preneur
 Absence de poursuite d'activité
 Absence de résiliation automa-
 tique du bail rural **comm. 138 (sept.)**

BANQUEROUTE

Détournement d'actif
 Rémunération
 Dirigeant de droit ou de fait **comm. 114 (juill.)**
 Abstention fautive
 Maintien d'une rémunération
 excessive **comm. 135 (sept.)**
Dirigeants de fait
 Association
 Rémunération excessive après la
 cessation des paiements **comm. 114 (juill.)**

BIEN INDIVIS

Logement de la famille
 Action en partage
 Action exercée par le liquidateur **comm. 87 (mai)**

C

CAPITAUX PROPRES

Cession-bail (lease back)
 Étalement de la plus-value **prat. 6 (nov.)**
Réévaluation des bilans
 Dispositions fiscales **prat. 6 (nov.)**

CAUTION

Dirigeant
 Cautionnement des dettes de la société
 Éligibilité au surendettement des
 particuliers **comm. 17 (mars)**

CESSATION DES PAIEMENTS

Créance exigible

Réclamation Sursis de paiement.....	comm. 69 (mai)	Qualité pour agir Procédure.....	comm. 140 (nov.)
Crise de la Covid-19 Date Fixation au 12 mars 2020.....	comm. 91 (juill.)	CONSEIL NATIONAL DES GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE Prix des Masters 2020.....	alerte 17 (nov.)
Déclaration tardive Mesure préventive Faute du dirigeant.....	comm. 141 (nov.)	CONTESTATION DE CRÉANCE Absence de saisine du juge compétent Forclusion Possibilité pour le créancier de faire fixer sa créance par le juge compétent.....	comm. 53 (mai)
Omission de déclaration Faillite personnelle Interdiction de gérer.....	comm. 76 (mai)	Sursis à statuer Absence de désignation de la partie devant saisir le juge compétent Voies de recours.....	comm. 53 (mai)
Passif exigible Comptabilisation des créances fiscales.....	étude 3 (janv.)	CONTRAT DE PRÊT Clause aggravant la situation du débiteur Article L. 622-13 du Code de commerce.....	comm. 80 (mai)
Report de la date Conversion du redressement en liquida- tion judiciaire.....	comm. 8 (janv.)	CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE Absence d'information sur les motifs du licenciement Licenciement sans cause réelle et sérieuse ..	comm. 97 (juill.)
CESSION D'ACTIF ISOLÉ Contenu de l'offre Absence de précision des conditions.....	comm. 36 (mars)	Contestation Délai de prescription Information du salarié	comm. 10 (janv.)
CESSION DE DROIT AU BAIL Faculté de substitution Garantie de cessionnaire initial	comm. 36 (mars)	Énonciation du motif économique Modalités Visa de l'ordonnance du juge- commissaire	comm. 127 (sept.)
CESSION DE GRÉ À GRÉ Autorisation du juge-commissaire Voies de recours	alerte 1 (janv.)	CONTRAT DE TRAVAIL Caractère fictif Charge de la preuve	comm. 98 (juill.)
Plateforme numérique	étude 14 (juill.)	Contrat apparent Charge de la preuve Cumul d'un contrat de travail et d'un mandat social	comm. 129 (sept.)
Régime	étude 13 (juill.)	Contrat conclu en période d'observation Acte de gestion courante (non) Mission d'assistance de l'adminis- trateur judiciaire	comm. 99 (juill.)
CESSION D'ENTREPRISE Directive sur les restructurations préventives Covid-19	étude 28 (nov.)	Requalification en contrat à durée détermi- née Prescription biennale Point de départ du délai	comm. 39 (mars)
Interdiction de déposer une offre Dirigeant, parents et alliés Exception	repère 5 (sept.)	CONTRAT EN COURS Compte bancaire Maintien Absence de mise en demeure	comm. 124 (sept.)
CESSION D'UN FONDS DE COMMERCE Mise en oeuvre de l'article L. 642-19 Liquidation judiciaire Absence de transfert des contrats de travail	comm. 128 (sept.)	Contrat bancaire	prat. 1 (janv.)
CHARGES DE COPROPRIÉTÉ Créances postérieures privilégiées (non)	comm. 153 (nov.)	Trouble manifestement illicite Dommage imminent Compétence du juge des référés	comm. 80 (mai)
CLASSES DE CRÉANCIERS Cross-class cram-down	étude 11 (mars)	COTISATIONS SOCIALES Créance de régularisation Fait générateur	comm. 148 (nov.)
Rapport du HCJP	alerte 14 (nov.)	Entrepreneur individuel Cotisations dues au RSI et recouvrées par l'URSSAF Liquidation judiciaire	comm. 57 (mai)
CLÔTURE DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE Insuffisance d'actif Reprise des poursuites individuelles Notion de fraude	comm. 38 (mars)	COVID-19 Adaptation des procédures	repère 3 (mai)
COMITÉ SCIENTIFIQUE	alerte 9 (mai)	Adaptation du droit des entreprises en diffi- culté	table ronde 2 (mai)
COMPENSATION LÉGALE Créance postérieure Connexité	comm. 154 (nov.)	Aides d'État	étude 27 (nov.)
COMPÉTENCE Plan de sauvegarde de l'emploi Contenu	comm. 105 (juill.)	Fonds de solidarité Fiscalité	alerte 11 (juill.)
COMPTE BANCAIRE Fonctionnement Mission d'assistance de l'administrateur ..	comm. 124 (sept.)	Mesures d'urgence	étude 20 (juill.)
COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ Remboursement Action paulienne Condition	comm. 107 (juill.)	Mesure d'urgence Apport en trésorerie Privilège	comm. 156 (nov.)
CONCILIATEUR Rémunération Contrôle par le ministère public	étude 21 (juill.)	Mesures d'urgence Délais Prolongation	étude 16 (mai)
CONFIDENTIALITÉ Demande de levée de la confidentialité			

Entreprises en difficulté.....	étude 15 (mai)
Fiscalité	
<i>Abandon de créances</i>	comm. 62 (mai)
Ordonnance n° 2020-341	
<i>Circulaire de la DACS</i>	alerte 5 (mars)
Prorogation des délais	
<i>Déclarations et admission des créances</i>	comm. 47 (mai)
Plan de relance	
Propositions de l'Assemblée nationale.....	alerte 12 (juill.)
Prêt garanti par l'État	prat. 2 (mai)
Procédure exceptionnelle	
Précédents historiques.....	repère 4 (juill.)
Reconfinement	
Adaptation des procédures.....	repère 6 (nov.)
Report d'échéance	
Contrôle fiscal.....	comm. 63 (mai)
Déclaration de créances	
<i>Délai de reprise</i>	comm. 63 (mai)
Remboursement de crédits de TVA.....	comm. 63 (mai)

CRÉANCE ALIMENTAIRE

Créance hors procédure	
Paiement sur les fonds disponibles du débiteur.....	comm. 83 (mai)

CRÉANCE DE DÉPOLLUTION

Créance indemnitaire du bailleur.....	comm. 46 (mars)
---------------------------------------	------------------------

CRÉANCE D'HONORAIRES

Avocat	
Droits propres	
<i>Créance postérieure utile</i>	comm. 146 (nov.)

CRÉANCE ENVIRONNEMENTALE

Créance de dépollution	
Créance du bailleur	
<i>Absence de privilège</i>	comm. 152 (nov.)
Dépollution d'un site	
Créance indemnitaire du bailleur	
<i>Créance née pour les besoins du déroulement de la procédure (non)</i>	comm. 96 (juill.)
Mise en sécurité d'un site	
Dépollution d'un site.....	comm. 46 (mars)
Mise en sécurité et dépollution d'un site	
Créance indemnitaire du bailleur	
<i>Créance née pour les besoins du déroulement de la procédure (non)</i>	étude 13 (mars)

CRÉANCE FISCALE

Comptabilisation	
Passif exigible.....	étude 3 (janv.)

CRÉANCE INDEMNITAIRE

Régime.....	étude 2 (janv.)
-------------	------------------------

CRÉANCE INDEMNITAIRE DU BAILLEUR

Créance née pour les besoins du déroulement de la procédure (non).....	comm. 46 (mars)
--	------------------------

CRÉANCE POSTÉRIEURE

Compensation légale	
Connexité.....	comm. 154 (nov.)

CRÉANCE POSTÉRIEURE PRIVILÉGIÉE

Charges de copropriété	comm. 153 (nov.)
Créance de restitution	
Fait générateur	
<i>Paiement indu</i>	comm. 157 (nov.)
Utilité potentielle	
<i>Privilège de procédure</i>	comm. 150 (nov.)
Critère téléologique	
Créance postérieure et utile	
<i>Conditions cumulatives</i>	comm. 149 (nov.)
Paiement à l'échéance	
Poursuite individuelle	
<i>Classement</i>	comm. 155 (nov.)
Privilège de procédure	
Critère téléologique	
<i>Contrepartie de la prestation fournie</i>	comm. 151 (nov.)

CRÉANCE POSTÉRIEURE UTILE

Créance de dépollution	
Créance indemnitaire du bailleur.....	comm. 96 (juill.)
Créance de mise en sécurité	comm. 46 (mars)
Créance de mise en sécurité et de dépollution	
Créance indemnitaire du bailleur.....	étude 13 (mars)
Créance d'honoraires	
Avocat	
<i>Droits propres</i>	comm. 146 (nov.)

CRÉANCE PUBLIQUE

Cotisation sociale	
Déclaration à titre provisionnel	
<i>Titre exécutoire</i>	comm. 50 (mai)
Trésor public	
Privilège du Trésor	
<i>Inscription</i>	comm. 48 (mai)

CRÉANCE SALARIALE

Relevé des créances	
Contestation	
<i>Point de départ du délai de forclusion</i>	comm. 100 (juill.)
	comm. 130 (sept.)

CRÉATION DE DIPLÔME

alerte 18 (nov.)

CROSS-CLASS CRAM-DOWN

étude 11 (mars)

D

DATE DE NAISSANCE DES CRÉANCES

Cotisations sociales	
Créances de régularisation.....	comm. 148 (nov.)
Créance de commission	
Agent commercial.....	comm. 147 (nov.)
Créance de compensation	
Promesse de vente	
<i>Compensation entre des loyers et le prix de vente</i>	comm. 49 (mai)
Créance de restitution	
Paiement indu.....	comm. 157 (nov.)

DÉBITEUR EN DIFFICULTÉ

Droit à réparation d'un préjudice	
Qualité pour agir.....	étude 7 (janv.)

DÉCLARATION DE CESSATION DES PAIEMENTS

Retard	
Faute de gestion	
<i>Simple négligence</i>	comm. 113 (juill.)

DÉCLARATION DE CRÉANCE

Créance alimentaire	comm. 83 (mai)
Créance du co-indivisaire	
Créance de conservation et de gestion des biens indivis.....	comm. 86 (mai)
Créance éventuelle	
Créance de compensation	
<i>Promesse de vente</i>	comm. 49 (mai)
Créance publique	
Déclaration à titre provisionnel	
<i>Titre exécutoire</i>	comm. 50 (mai)
Créance sociale	
Déclaration à titre provisionnel	
<i>Créances sociales munies d'un titre exécutoire</i>	comm. 64 (mai)
Déclaration à titre provisionnel	
Créances fiscales non munies d'un titre exécutoire	
<i>Détermination de l'assiette de l'impôt</i>	comm. 65 (mai)
Créances sociales munies d'un titre exécutoire	
<i>Forclusion (non)</i>	comm. 64 (mai)
Irrégularité de la déclaration	
Extinction de la créance	
<i>Libération de la caution</i>	comm. 52 (mai)
Omission	
Absence d'extinction	

Droit de recours contre l'assureur..... **comm. 51 (mai)**

DÉCLARATION NOTARIÉE D'INSAISSABILITÉ

- Bien indivis**
 - Pouvoirs du liquidateur judiciaire..... **comm. 89 (mai)**
- Inopposabilité à un créancier**
 - Arrêt des poursuites..... **comm. 142 (nov.)**
- Opposabilité**
 - Contrat d'entreprise conclu antérieurement à la déclaration..... **comm. 88 (mai)**

DÉFAUT DE COOPÉRATION

- Souffrance psychologique**..... **alerte 13 (sept.)**

DÉMATÉRIALISATION DES PROCÉDURES

- Perspectives**..... **étude 10 (juill.)**

DESSAISSEMENT

- Droit attaché à la personne du débiteur**
 - Action en réparation de préjudices corporels..... **comm. 84 (mai)**
- Exercice des voies de recours**
 - Dirigeant de la société en liquidation judiciaire
 - Transaction*..... **comm. 37 (mars)**
- Représentation du débiteur**
 - Mandat légal du liquidateur judiciaire
 - Secret professionnel du notaire*..... **comm. 85 (mai)**

DIRECTIVE (UE) 2019/1023 RELATIVE AUX CADRES DE RESTRUCTURATION PRÉVENTIVE

- Autorités judiciaires**..... **étude 10 (mars)**
- Cross-class cram-down**
 - Classes de créanciers..... **étude 11 (mars)**
- Dématérialisation des procédures
Professionnels de l'insolvabilité**..... **étude 10 (mars)**
- Formation, surveillance, rémunération**..... **étude 10 (mars)**
- Transposition**
 - Droit allemand
 - Droit français*..... **entretien 1 (janv.)**
 - Rapport du HCJP
 - Classes de créanciers*..... **alerte 14 (nov.)**

DIRIGEANT

- Responsabilité pour contribution à la cessation des paiements**
 - Mesures conservatoires..... **étude 4 (janv.)**

DIVORCE

- Prestation compensatoire**
 - Opposabilité à la procédure collective
 - Abandon en propriété d'un bien propre*..... **comm. 83 (mai)**

DROIT ATTACHÉ À LA PERSONNE DU DÉBITEUR

- Action en réparation de préjudices corporels**..... **comm. 84 (mai)**

DROIT COMPARÉ

- Droit allemand**
 - Directive sur les cadres de restructuration préventive
 - Transposition*..... **entretien 1 (janv.)**

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT **étude 17 (mai)**

DROIT DE L'INSOLVABILITÉ

- Universalité**..... **étude 23 (sept.)**

DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

- Numérique et nouvelles technologies**..... **dossier 9 (juill.)**

DROIT OHADA

- Reconnaissance des procédures collectives françaises**..... **étude 26 (sept.)**

DROIT PROPRE

- Droit à réparation**
 - Qualité pour agir..... **étude 7 (janv.)**

DU FIDUCIE

- Université d'Orléans**..... **alerte 3 (janv.)**

E

ENTREPRENEUR EN DIFFICULTÉ

- Soutien psychologique**..... **étude 9 (mars)**
- APESA**..... **table ronde 3 (sept.)**
- Numéro vert**..... **alerte 8 (mai)**

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

- Liquidation judiciaire**
 - Cotisations dues au RSI et recouvrées par l'URSSAF
 - Prescription légale*..... **comm. 57 (mai)**

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL À RESPONSABILITÉ LIMITÉE (EIRL)

- Ouverture de la procédure**
 - Erreur dans la désignation du débiteur..... **comm. 5 (janv.)**

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

- Coronavirus**
 - Mesures de prévention et de traitement..... **repère 2 (mars)**
- Responsabilité**..... **dossier 1 (janv.)**

ENTRETIENS DE LA SAUVEGARDE 2020 **alerte 2 (janv.)**

EXTENSION DE PROCÉDURE

- Confusion des patrimoines**
 - Bail commercial verbal..... **comm. 6 (janv.)**
- Paiement d'un prix de vente par compensation**
 - Relations financières anormales (non)..... **comm. 7 (janv.)**

F

FAILLITE PERSONNELLE

- Faute de gestion antérieure au jugement d'ouverture**
 - Faute commise le jour du jugement d'ouverture..... **comm. 78 (mai)**
- Incapacité d'exercer une fonction publique élective**
 - Mesure facultative
 - Obligation de motivation*..... **comm. 165 (nov.)**
- Procédure**..... **étude 5 (janv.)**

FAILLITE PERSONNELLE ET INTERDICTION DE GÉRER

- Omission de déclaration de cessation des paiements**
 - Principe de proportionnalité..... **comm. 76 (mai)**

FRAIS PROFESSIONNELS

- Régime**
 - Prescription
 - Délai*..... **comm. 11 (janv.)**

G

GARANTIE DES SALAIRES

- Conditions**
 - Respect de la procédure et des délais de licenciement..... **comm. 40 (mars)**
- Licenciement économique**
 - Liquidation judiciaire
 - Délai de 15 jours*..... **comm. 131 (sept.)**
- Plafond de garantie**
 - Précompte salarial..... **comm. 101 (juill.)**
- Refus de garantie**
 - Tierce opposition de l'AGS
 - Fixation de la créance*..... **comm. 13 (janv.)**

Voies de recours
Tierce opposition incidente de l'AGS..... **comm. 13 (janv.)**

GROUPE DE SOCIÉTÉS

Liquidation judiciaire d'une filiale
Licenciement économique
Appel en garantie de la société mère..... **comm. 61 (mai)**

I

INDIVISION

Déclaration notariée d'insaisissabilité
Pouvoirs du liquidateur..... **comm. 89 (mai)**
Droits du co-indivisaire
Créance de conservation et de gestion des bien indivis
Absence de déclaration de créance..... **comm. 86 (mai)**

INSAISSABILITÉ LÉGALE DE LA RÉSIDENCE PRINCIPALE

Opposabilité à la procédure collective
Application de la loi dans le temps
Date du jugement d'ouverture de la procédure..... **comm. 90 (mai)**

INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dépollution et mise en sécurité
Obligations des mandataires de justice **étude 17 (mai)**
Questionnaire
Formule **formule 1 (mars)**

INSTANCE EN COURS

Déclaration de créance
Interruption du délai de péremption
Formalités de reprise d'instance **comm. 2 (janv.)**
Instance en référé
Demande en paiement d'une provision
Interdiction des paiements **comm. 56 (mai)**

INSTANCE PRUD'HOMALE

Action antérieure au redressement judiciaire
Plan de continuation
Poursuite de l'action hors la mise en cause du commissaire à l'exécution du plan **comm. 58 (mai)**

INTERDICTION DE GÉRER

Condamnation
Obligation de motivation **comm. 79 (mai)**
Déclaration tardive de la cessation des paiements
Caractère volontaire de l'omission
Désignation d'un administrateur ad hoc **comm. 164 (nov.)**
Mesure préventive
Faute du dirigeant **comm. 141 (nov.)**
Dirigeant concerné
Membre du conseil de surveillance
Absence de qualité de dirigeant **comm. 77 (mai)**
Membre du conseil de surveillance
Absence de fonction de direction **comm. 112 (juill.)**
Procédure **étude 5 (janv.)**

INTERDICTION DES PAIEMENTS

Demande en paiement d'une provision
Irrecevabilité
Juge-commissaire **comm. 56 (mai)**
Nantissement de compte bancaire
Séquestre des fonds **comm. 80 (mai)**

INTÉRÊT COLLECTIF DES CRÉANCIERS **étude 4 (janv.)**
Droit à réparation d'un préjudice **étude 7 (janv.)**
Préjudice distinct
Notion **comm. 81 (mai)**

J

JUGE-COMMISSAIRE

Nullité de la période suspecte
Incompétence **comm. 26 (mars)**
Pouvoirs
Fixation du montant d'une provision..... **comm. 56 (mai)**

L

LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Absence de cause réelle et sérieuse
Contrat de sécurisation professionnelle
Absence d'information sur les motifs du licenciement..... **comm. 97 (juill.)**
Cause réelle et sérieuse
Liquidation judiciaire de l'employeur
Faute de l'employeur..... **comm. 132 (sept.)**
Plan de sauvegarde de l'emploi
Annulation de la décision d'homologation..... **étude 24 (sept.)**
Liquidation judiciaire
Appel en garantie de la société mère
Incompétence du conseil de prud'hommes **comm. 61 (mai)**
Garantie de l'AGS
Délai de 15 jours **comm. 131 (sept.)**
Obligation de reclassement
Motivation de la lettre de licenciement
Absence de mention des recherches de reclassement **comm. 133 (sept.)**
Ordre des licenciements
Catégories professionnelles **comm. 159 (nov.)**

LICIDATEUR JUDICIAIRE

Mandat légal de représentation du débiteur
Secret professionnel du notaire **comm. 85 (mai)**
Qualité pour agir
Action en partage d'un bien indivis
Logement de la famille **comm. 87 (mai)**

LICIDATION JUDICIAIRE

Absence de poursuite d'activité
Absence de résiliation automatique du bail rural **comm. 138 (sept.)**
Adhésion à un contrat de sécurisation professionnelle
Annulation de la décision d'homologation du plan de sauvegarde de l'emploi
Licenciement non privé de cause réelle et sérieuse **étude 24 (sept.)**
Clôture pour insuffisance d'actif
Paiement spontané d'une créance fiscale
Mandataire judiciaire **comm. 68 (mai)**
Conditions d'ouverture
Faisceau d'indices **comm. 9 (janv.)**
Conversion du redressement judiciaire
Absence de projet de plan sérieux
Prise en compte du comportement du débiteur **comm. 125 (sept.)**
Appel
Limites de l'indivisibilité **comm. 144 (nov.)**
Créance de dépollution
Créance indemnitaire du bailleur **comm. 96 (juill.)**
Divorce
Tierce opposition du liquidateur **comm. 83 (mai)**
Licenciement
Reclassement au sein du groupe
Lettre de recherche de reclassement **comm. 158 (nov.)**
Licenciement économique
Garantie des salaires
Respect de la procédure et des délais de licenciement **comm. 40 (mars)**
Société civile
Vaines poursuites
Notion **comm. 108 (juill.)**

LICIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE
Conditions d'ouverture
Seuil d'effectif salarié temporaire
Crise de la Covid-19 **comm. 93 (juill.)**

M

MANDATAIRE DE JUSTICE

- Obligations environnementales**
 - Installation classée pour la protection de l'environnement
 - Dépollution et mise en sécurité..... **étude 17 (mai)**

MANDATAIRE JUDICIAIRE

- Responsabilité**
 - Exercice de l'action et appréciation..... **étude 8 (janv.)**

MESURES CONSERVATOIRES

- Responsabilité pour contribution à la cessation des paiements**
 - Article L. 631-10-1 du Code de commerce..... **étude 4 (janv.)**

MINISTÈRE PUBLIC

- Intervention**..... **prat. 3 (juill.)**

MOBILISATION DES CRÉANCES

- Cession de créances professionnelles ou affacturage**
 - Incidences fiscales..... **étude 3 (janv.)**

N

NANTISSEMENT DE COMPTE BANCAIRE

- Ouverture d'une procédure collective**
 - Séquestre du solde créditeur **comm. 80 (mai)**

NULLITÉ DE LA PÉRIODE SUSPECTE

- Acte commutatif déséquilibré**
 - Pouvoir d'appréciation du juge **comm. 29 (mars)**
 - Vente de matériel
 - Absence de disproportion entre les obligations **comm. 29 (mars)**
- Compétence**
 - Tribunal de la procédure collective
 - Juge-commissaire (non) **comm. 26 (mars)**
- Conflit de compétences**
 - Tribunal de la procédure collective
 - Conseil de prud'hommes **comm. 26 (mars)**
- Contrat commutatif déséquilibré**
 - Contrat de travail **comm. 28 (mars)**
- Déclaration notariée d'insaisissabilité** **comm. 34 (mars)**
- Hypothèque constituée en garantie d'une dette antérieurement contractée** **comm. 33 (mars)**
- Nullité facultative**
 - Versement en compte courant
 - Connaissance de la cessation des paiements par le dirigeant **comm. 35 (mars)**
- Paiement de dettes non échues**
 - Paiement par virement
 - Article L. 632-3 du Code de commerce **comm. 30 (mars)**
 - Virements effectués sur un compte courant d'associé **comm. 31 (mars)**
 - **comm. 32 (mars)**
- Qualité pour agir**
 - Liquidateur judiciaire
 - Intérêt collectif des créanciers **comm. 27 (mars)**

O

OBLIGATION DE DÉPÔT DES COMPTES ANNUELS

- Injonction de faire**
 - Liquidation de l'astreinte
 - Condamnation personnelle du dirigeant **comm. 111 (juill.)**

OBLIGATION DE RECLASSEMENT **comm. 42 (mars)**

- Absence de saisine de la commission paritaire de l'emploi**
 - Absence de mission de reclassement **comm. 41 (mars)**
- Commissions paritaires de l'emploi** **comm. 103 (juill.)**
- Contrôle par le juge judiciaire**
 - Remise en cause du plan de sauvegarde

- de l'emploi
 - Plan de sauvegarde de l'emploi homologué par la Direccte **comm. 16 (janv.)**
- Lettre de recherche de reclassement**
 - Contenu **comm. 158 (nov.)**
- Liquidation judiciaire**
 - Cessation d'activité
 - Entreprises extérieures au groupe. **comm. 102 (juill.)**
- Périmètre**
 - Reclassement à l'extérieur de l'entreprise... **comm. 44 (mars)**
- Poste déjà proposé**
 - Refus de poste
 - Obligation de proposer à nouveau le poste **comm. 15 (janv.)**
- Séparation des pouvoirs**
 - Contrôle du respect de l'obligation de reclassement
 - Compétence judiciaire **comm. 16 (janv.)**

OFFRE DE REPRISE

- Incomptabilités**
 - Exceptions
 - Qualité pour déposer une requête **repère 5 (sept.)**

ORDONNANCE N° 2020-306 **étude 16 (mai)**

ORDONNANCE N° 2020-341 **étude 16 (mai)**

ORDONNANCE N° 2020-560 **étude 16 (mai)**

ORDONNANCE N° 2020-596 **étude 16 (mai)**

ORDONNANCE N° 2020-666 **étude 16 (mai)**

ORDRE DES LICENCIEMENTS

- Catégories professionnelles** **comm. 159 (nov.)**
- Mise en oeuvre des critères**
 - Neutralisation d'un critère **comm. 43 (mars)**
- Neutralisation d'un critère**
 - Qualités professionnelles - Absence de preuve d'un préjudice **comm. 59 (mai)**

P

PAIEMENT À L'ÉCHÉANCE

- Poursuite individuelle**
 - Classement **comm. 155 (nov.)**

PANORAMA DE JURISPRUDENCE

- Douai **chron. 1 (nov.)**

PÉNALITÉS

- Remise automatique**
 - Fait générateur
 - Jugement d'ouverture **comm. 70 (mai)**

PLAN DE CESSION

- Administrateur judiciaire**
 - Mission
 - Contestation du périmètre de la cession **comm. 110 (juill.)**
- Appel du débiteur**
 - Procédure à jour fixe **comm. 4 (janv.)**
- Cession de titres**
 - Clause d'inaliénabilité
 - Opposabilité **comm. 110 (juill.)**
- Irrecevabilité de l'appel du débiteur**
 - Absence d'intérêt à agir
 - Irrecevabilité du pourvoi en cassation **comm. 3 (janv.)**

PLAN DE REDRESSEMENT

- Délais et remises**
 - Consultation individuelle des créanciers
 - Irrégularité **étude 12 (mars)**

PLAN DE SAUVEGARDE **étude 12 (mars)**

- Tierce opposition d'un créancier**
 - Moyen propre
 - Créance non incluse dans le plan **comm. 145 (nov.)**

PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI

- Annulation de la décision d'homologation**
 - Demande d'indemnisation pour licenciement sans cause réelle et sérieuse
Prescription..... **comm. 134 (sept.)**
- Annulation de l'homologation par la Directe**
 - Conséquences..... **étude 24 (sept.)**
- Contenu**
 - Compétence..... **comm. 105 (juill.)**
- Homologation**
 - Annulation
 - Indemnités*..... **comm. 104 (juill.)**
- Obligation de reclassement**..... **comm. 42 (mars)**
- Recherche des moyens de l'entreprise et du groupe**
 - Contrôle administratif de la recherche
Homologation du plan de sauvegarde de l'emploi..... **comm. 60 (mai)**
- Séparation des pouvoirs**
 - Contrôle du contenu
Compétence administrative..... **comm. 16 (janv.)**

PME

- Seuils**
 - Calcul de l'effectif salarié..... **alerte 6 (mars)**

PORTAIL DU REBOND..... **table ronde 3 (sept.)**

PREPACK CESSION

- Enchères**
 - Stalking horse..... **étude 28 (nov.)**

PRÊT GARANTI PAR L'ÉTAT..... **prat. 2 (mai)**

- Remboursement**..... **alerte 16 (nov.)**

PRÉVENTION

- Succession de mesures préventives**
 - Refus d'un créancier
Délais de paiement..... **comm. 139 (nov.)**

PRINCIPE DE PROPORTIONNALITÉ..... **étude 18 (mai)**

PRIORITÉ DE RÉEMBAUCHE

- Manquement de l'employeur à son obligation d'information**
 - Sanction
Nécessité de démontrer un préjudice..... **comm. 106 (juill.)**
- Point de départ du délai**
 - Congé de reclassement..... **comm. 14 (janv.)**

PRIVILÈGE

- Apports en trésorerie**
 - Païement prioritaire..... **comm. 156 (nov.)**

PRIVILÈGE DU TRÉSOR

- Inscription**
 - Seuils et modalités..... **comm. 48 (mai)**

PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

- Personne physique**
 - Détermination de la partie insaisissable des revenus
Loi applicable..... **étude 6 (janv.)**

PROCÉDURES COLLECTIVES

- Arbitrage**..... **étude 25 (sept.)**
- Outils numériques**..... **étude 10 (juill.)**

PROFESSION LIBÉRALE

- Exercice en société**
 - Absence de preuve
Absence d'immatriculation de la société nouvellement créée..... **comm. 136 (sept.)**
- Procédure collective**
 - Désignation d'un représentant de l'ordre professionnel
Sanction..... **comm. 137 (sept.)**

PROJET DE LOI DE FINANCES 2021

- Reconstitution des capitaux propres**

- Réévaluation des bilans
Cession-bail (Lease back)..... **prat. 6 (nov.)**

R

RÉALISATION DE L'ACTIF

- Cession de gré à gré**
 - Plateforme numérique..... **étude 14 (juill.)**
 - Régime*..... **étude 13 (juill.)**
- Cession de gré à gré du droit au bail**
 - Autorisation du juge-commissaire
Faculté de substitution..... **comm. 36 (mars)**
- Valeur de l'immeuble d'exploitation**
 - Fiscalité..... **prat. 5 (nov.)**
- Valorisation de l'entreprise**
 - Réseaux sociaux..... **étude 12 (juill.)**

REBOND..... **étude 9 (mars)**

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

- Défaut de publicité**
 - Transmission universelle de patrimoine
Ouverture d'une procédure collective..... **repère 1 (janv.)**

RELEVÉ DE FORCLUSION

- Admission des créances**
 - Ordonnance unique
Voies de recours..... **comm. 55 (mai)**

REPRISE DES POURSUITES

- Créancier non déclarant**
 - Autorisation du tribunal..... **comm. 38 (mars)**

RÉSEAUX SOCIAUX

- Valorisation de l'entreprise**
 - Réalisation de l'actif..... **étude 12 (juill.)**

RESPONSABILITÉ CIVILE DU DÉBITEUR

- Créance indemnitaire**
 - Régime..... **étude 2 (janv.)**

RESPONSABILITÉ DES CRÉANCIERS

- Responsabilité pour concours consentis**..... **étude 6 (janv.)**

RESPONSABILITÉ DES MANDATAIRES

- Exercice de l'action et appréciation**..... **étude 8 (janv.)**

RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

- Banquier dispensateur de crédit**
 - Article L. 650-1 du Code de commerce..... **étude 6 (janv.)**
 - Notion de fraude*..... **comm. 167 (nov.)**
 - Champ d'application de l'article L. 650-1 du Code de commerce
Rupture de crédit..... **comm. 166 (nov.)**

RESPONSABILITÉ DU DIRIGEANT

- Cumul d'actions**
 - Responsabilité fiscale
Responsabilité pour insuffisance d'actif..... **comm. 66 (mai)**

RESPONSABILITÉ D'UN FOURNISSEUR

- Fourniture d'un produit défectueux**
 - Perte de chance de contracter avec un client
Liquidation judiciaire..... **comm. 81 (mai)**

RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

- Responsabilité de la société mère**..... **étude 5 (janv.)**

RESPONSABILITÉ FISCALE SOLIDAIRE

- Dirigeant**
 - Insuffisance d'actif
Solidarité..... **comm. 66 (mai)**

RESPONSABILITÉ POUR CONTRIBUTION À LA CESSATION DES PAIEMENTS

- Mesures conservatoires**..... **étude 4 (janv.)**

RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

- Action contre un dirigeant en procédure collective**
 - Montant de la condamnation porté sur l'état des créances
 - Ordre de répartition* **comm. 71 (mai)**
- Caractérisation des fautes**
 - Lien de causalité **comm. 72 (mai)**
- Condition de la condamnation**
 - Détermination du montant de l'insuffisance d'actif
 - Caractère certain* **comm. 73 (mai)**
- Déclaration tardive de la cessation des paiements**
 - Augmentation du passif
 - Absence de lien de causalité* **comm. 162 (nov.)**
- Dirigeant fautif**
 - Dirigeant personne morale
 - Représentant permanent* **comm. 75 (mai)**
- Dirigeant retiré**
 - Date de création de l'insuffisance d'actif **comm. 73 (mai)**
- Faute de gestion**
 - Absence de paiement des loyers
 - Lien de causalité* **comm. 161 (nov.)**
 - Faute antérieure au jugement d'ouverture
 - Notion* **comm. 74 (mai)**
 - Notion* **comm. 160 (nov.)**
- Montant de la condamnation**
 - Appréciation souveraine des juges du fond **comm. 163 (nov.)**
- Particularisme**
 - Responsabilité civile de droit commun **étude 3 (janv.)**
- Procédure** **étude 5 (janv.)**
- Retard dans la déclaration de cessation des paiements**
 - Faute de gestion
 - Simple négligence* **comm. 113 (juill.)**
- Simple négligence**
 - Notion* **comm. 113 (juill.)**

RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

- Absence de liquidation judiciaire**
 - Clôture pour insuffisance d'actif
 - Conditions* **comm. 121 (sept.)**
- Effacement des dettes**
 - Dettes professionnelles **étude 23 (sept.)**
 - Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020* **comm. 122 (sept.)**

RÉTABLISSEMENT PERSONNEL SANS LIQUIDATION JUDICIAIRE

- Notification de la décision de la commission**
 - Notification par la commission **comm. 23 (mars)**

RÉTABLISSEMENT PROFESSIONNEL

- Conditions d'ouverture**
 - Valeur d'actif
 - Plafond temporaire* **comm. 94 (juill.)**
- Crise de la Covid-19**
 - Plafond temporaire* **comm. 94 (juill.)**

- RPVA** **étude 10 (juill.)**

RUPTURE CONVENTIONNELLE

- Indemnité de rupture**
 - Contestation
 - Prescription de l'action* **comm. 12 (janv.)**

S

SAISIE PÉNALE

- Garantie de l'exécution d'une peine de confiscation**
 - Ouverture d'une procédure collective
 - Demande de restitution des fonds saisis en valeur* **comm. 45 (mars)**

SANCTIONS CIVILES

- Procédure** **étude 5 (janv.)**

- Souffrance psychologique** **alerte 13 (sept.)**

SAUVEGARDE ACCÉLÉRÉE

- Conditions d'ouverture**
 - Seuils financiers temporaires
 - Crise de la Covid-19* **comm. 92 (juill.)**

SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES

- Allocation d'activité partielle**
 - Allocation versée directement au salarié
 - Allocation versée au mandataire judiciaire ou à l'AGS* **comm. 126 (sept.)**

SECRET PROFESSIONNEL

- Notaire**
 - Représentation du débiteur
 - Mandat légal du liquidateur judiciaire* **comm. 85 (mai)**

SOCIÉTÉ MÈRE

- Responsabilité environnementale** **étude 5 (janv.)**

SOUFFRANCE PSYCHOLOGIQUE

- Défaut de coopération** **alerte 13 (sept.)**

SOUTIEN AUX ENTREPRISES

- Crise sanitaire**
 - COVID-19 **alerte 4 (mars)**

SUCCESSION

- Renonciation**
 - Action paulienne --Action exercée par le liquidateur judiciaire **comm. 82 (mai)**

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS

- Décision de recevabilité**
 - Effets
 - Saisie immobilière* **comm. 21 (mars)**
- Demande de mesures de redressement**
 - Interruption de la prescription **comm. 119 (sept.)**
- Éligibilité**
 - Bonne foi
 - Appréciation* **comm. 115 (sept.)**
 - Caution dirigeant
 - Cautionnement des dettes de la société* **comm. 17 (mars)**
 - Conjoint non commerçant
 - Notion de dette professionnelle* **comm. 118 (sept.)**
 - Déchéance
 - Éléments nouveaux* **comm. 116 (sept.)**
 - Exercice d'une profession libérale à titre personnel
 - Dettes personnelles* **comm. 136 (sept.)**
 - Incorporation des dettes du débiteur dans la procédure collective du conjoint
 - Incorporation partielle* **comm. 117 (sept.)**
 - Notion de dette professionnelle
 - Dettes à l'égard du Régime social des indépendants* **comm. 118 (sept.)**

Gérant d'EURL

- Dettes professionnelles
 - Dettes à l'égard du régime social des indépendants* **comm. 118 (sept.)**

Inexécution du plan

- Reprise des poursuites
 - Conditions* **comm. 25 (mars)**

Mauvaise foi

- Caractérisation **comm. 18 (mars)**

Mesures de désendettement

- Durée
 - Application de la loi dans le temps* **comm. 24 (mars)**

Saisine de la commission

- Recevabilité de la demande
 - Effets sur la saisie immobilière* **comm. 120 (sept.)**

Saisine du juge d'instance par la commission

- Lettre simple
 - Contenu du dossier transmis* **comm. 20 (mars)**

Vérification des créances

- Portée de la décision du juge
 - Absence d'autorité de la chose jugée* **comm. 22 (mars)**

Voies de recours

Pourvoi en cassation <i>Jugement statuant sur recours contre la décision d'orientation de la commission</i>	comm. 19 (mars)
Recours formé contre la décision d'orientation de la commission <i>Jugement rendu en dernier ressort</i>	comm. 19 (mars)

<i>cours d'appel spécialisées</i>	comm. 1 (janv.)
---	------------------------

T

TRANSACTION

Interdiction des paiements Créance antérieure.....	comm. 95 (juill.)
Qualité pour agir Administrateur judiciaire ou mandataire judiciaire <i>Autorisation du juge-commissaire</i>	comm. 95 (juill.)
Voie de recours Qualité pour agir <i>Dirigeant de la société en liquidation judiciaire</i> <i>Personne dont les droits et obligations sont affectés</i>	comm. 37 (mars) comm. 37 (mars)

TRANSMISSION UNIVERSELLE DE PATRIMOINE

Absence de mention au registre du commerce et des sociétés Ouverture d'une procédure collective.....	repère 1 (janv.)
--	-------------------------

TRIBUNAL DE COMMERCE SPÉCIALISÉ

Compétence Seuils.....	prat. 4 (sept.)
----------------------------------	------------------------

TRIBUNAL DIGITAL..... étude 11 (juill.)

TRIBUNAUX JUDICIAIRES SPÉCIALISÉS

Cours d'appel spécialisées Compétence <i>Tribunaux judiciaires spécialisés et</i>	
--	--

V

VEILLE DES TEXTES	alerte 7 (mars) alerte 19 (nov.)
--------------------------------	---

VOIES DE RECOURS

Appel Limites de l'indivisibilité de l'instance <i>Simple communication de l'affaire au parquet</i>	comm. 144 (nov.)
Appel formé par le débiteur seul Mission d'assistance de l'administrateur judiciaire <i>Régularisation</i>	comm. 123 (sept.)
Jugement arrêtant le plan de cession Irrecevabilité de l'appel du débiteur <i>Absence d'intérêt à agir</i>	comm. 3 (janv.)
Irrecevabilité du pourvoi en cassation du débiteur <i>Absence d'excès de pouvoir</i>	comm. 3 (janv.)
Jugement rejetant le plan de redressement et arrêtant le plan de cession Appel du débiteur <i>Procédure à jour fixe</i>	comm. 4 (janv.)
Jugement rendu sans reprise d'instance régulière Jugement réputé non avenu.....	comm. 143 (nov.)
Ordonnance du juge-commissaire Irrecevabilité de l'appel <i>Relevé de forclusion et admission de la créance</i>	comm. 55 (mai)
Tierce opposition Jugement adoptant le plan de sauvegarde <i>Absence de moyen propre</i>	comm. 145 (nov.)

6

60 000 REBONDS	table ronde 3 (sept.)
-----------------------------	------------------------------

2018

Mars

Cass. com., **7 mars 2018**, n° 16-24.657 : JurisData n° 2018-003195 (*Critère chronologique*) **comm. 147 (nov.)**

Mai

Cass. com., **9 mai 2018**, n° 16-24.065 : JurisData n° 2018-007546 (*Critère téléologique*) **comm. 150 (nov.)**

Cass. com., **9 mai 2018**, n° 16-24.065, F-P+B : JurisData n° 2018-007546 (*Droit de poursuite individuelle*) **comm. 155 (nov.)**

Juillet

T. Valenciennes, com., **2 juill. 2018**, n° 2017004875 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**

Octobre

Cass. com., **17 oct. 2018**, n° 17-17.672, F-P+B : JurisData n° 2018-018073 (*Critère téléologique*) **comm. 149 (nov.)**

Novembre

CA Paris, **21 nov. 2018**, n° 16/07410 : JurisData n° 2018-021415 (*Nullités de droit*) **comm. 28 (mars)**

Décembre

Cass. com., **19 déc. 2018**, n° 17-25.715 (*Critère téléologique*) **comm. 149 (nov.)**

2019

Janvier

CA Rennes, **8 janv. 2019**, n° 18/05262 : JurisData n° 2019-000014 (*Nullités de droit*) **comm. 29 (mars)**

CA Versailles, **10 janv. 2019**, n° 18/02637 : JurisData n° 2019-000232 (*Nullités de droit*) **comm. 28 (mars)**

Cass. com., **16 janv. 2019**, n° 17-16.334 : JurisData n° 2019-000331 (*Créance alimentaire*) **comm. 83 (mai)**

CA Versailles, **30 janv. 2019**, n° 17/00142 : JurisData n° 2019-001204 (*Nullités de droit*) **comm. 28 (mars)**

Février

Cass. 1^{re} civ., **6 févr. 2019**, n° 16-24.398 : JurisData n° 2019-001792 (*Critère chronologique*) **comm. 157 (nov.)**

CE, **13 févr. 2019**, n° 401752 : JurisData n° 2019-001830 (*Liquidation judiciaire*) **comm. 68 (mai)**

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 17-23.665 : JurisData n° 2019-002033 (*Critère chronologique*) **comm. 148 (nov.)**

CA Paris, **13 févr. 2019**, n° 16/14213 : JurisData n° 2019-002171 (*Nullités de droit*) **comm. 28 (mars)**

Cass. 2^e civ., **14 févr. 2019**, n° 18-12.146 : JurisData n° 2019-001968 (*Critère chronologique*) **comm. 148 (nov.)**

CA Paris, **21 févr. 2019**, n° 18/20531 : JurisData n° 2019-002373 (*Nullités de droit*) **comm. 30 (mars)**

Mars

Cass. com., **6 mars 2019**, n° 17-17.686 : JurisData n° 2019-003396 (*Nullités facultatives*) **comm. 35 (mars)**

Cass. com., **13 mars 2019**, n° 17-19.421 : JurisData n° 2019-003912 (*Responsabilité des dirigeants*) **comm. 66 (mai)**

Cass. com., **13 mars 2019**, n° 17-31.197 : JurisData n° 2019-003914 (*Responsabilité des dirigeants*) **comm. 66 (mai)**

Cass. com., **27 mars 2019**, n° 17-23.564 (*Responsabilité des dirigeants*) **comm. 66 (mai)**

CA Nancy, **27 mars 2019**, n° 18/01027 : JurisData n° 2019-004487 (*Nullités de droit*) **comm. 32 (mars)**

Avril

Cass. 1^{re} civ., **3 avr. 2019**, n° 18-15.177 : JurisData n° 2019-004961 (*Indivision*) **comm. 87 (mai)**

CA Toulouse, **3 avr. 2019**, n° 18/02221 : JurisData n° 2019-005418 (*Nullités de droit*) **comm. 31 (mars)**

CA Paris, **4 avr. 2019**, n° 18/14869 : JurisData n° 2019-005188 (*Nullités facultatives*) **comm. 35 (mars)**

CE, **5 avr. 2019**, n° 413712 : JurisData n° 2019-005215 (*Liquidation judiciaire*) **comm. 67 (mai)**

CA Versailles, **11 avr. 2019**, n° 17/02729 : JurisData n° 2019-006585 (*Nullités de droit*) **comm. 28 (mars)**

Cass. com., **17 avr. 2019**, n° 17-18.688 : JurisData n° 2019-006269 (*Dessaisissement*) **comm. 84 (mai)**

Mai

Cass. com., **7 mai 2019**, n° 17-21.047 (*Sanctions civiles*) **comm. 111 (juill.)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 18-14.974 : JurisData n° 2019-008268 (*Extension de procédure*) **comm. 6 (janv.)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 18-14.309 : JurisData n° 2019-008263 (*Cessation des paiements*) **comm. 69 (mai)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 18-10.403 : JurisData n° 2019-008156 (*Compte courant d'associé*) **comm. 107 (juill.)**

Cass. com., **29 mai 2019**, n° 18-11.613 : JurisData n° 2019-009087 (*Extension de procédure*) **comm. 7 (janv.)**

Cass. com., **29 mai 2019**, n° 18-16.097 (*Insaisissabilité - Résidence principale*) **comm. 90 (mai)**

Cass. com., **29 mai 2019**, n° 17-31.501 (*Critère téléologique*) **comm. 151 (nov.)**

Juin

Cass. 2^e civ., **6 juin 2019**, n° 18-16.228 : JurisData n° 2019-009631 (*Conditions d'éligibilité*) **comm. 17 (mars)**

Cass. 2^e civ., **6 juin 2019**, n° 18-12.755 : JurisData n° 2019-009689 (*Règles de procédure*) **comm. 19 (mars)**

CA Paris, **6 juin 2019**, n° 18/05253 (*Juge compétent*) **comm. 26 (mars)**

Cass. soc., **12 juin 2019**, n° 18-10.278 : JurisData n° 2019-009983 (*Juge compétent*) **comm. 26 (mars)**

Cass. soc., **12 juin 2019**, n° 18-10.278 : JurisData n° 2019-009983 (*Qualité pour agir*) **comm. 27 (mars)**

Cass. soc., **12 juin 2019**, n° 18-10.788 : JurisData n° 2019-010002 (*Nullités de droit*) **comm. 28 (mars)**

Cass. com., **12 juin 2019**, n° 16-25.025 (*Faillite personnelle ou interdiction de gérer*) **comm. 76 (mai)**

Cass. com., **13 juin 2019**, n° 17-24.587 : JurisData n° 2019-009961 (*Créance alimentaire*) **comm. 83 (mai)**

Cass. com., **26 juin 2019**, n° 17-31.236 : JurisData n° 2019-011221 (*Reprise des poursuites*) **comm. 38 (mars)**

Cass. 1^{re} civ., **26 juin 2019**, n° 17-26.154 : JurisData n° 2019-011427 (*Indivision*) **comm. 86 (mai)**

Cass. avis, **29 juin 2019**, n° 19-70.006 : JurisData n° 2019-011255 (*Règles de procédure*) **comm. 20 (mars)**

Juillet

CA Reims, **2 juill. 2019**, n° 18/01483 : JurisData n° 2019-011947 (*Nullité de droit*) **comm. 34 (mars)**

CA Paris, **4 juill. 2019**, n° 17/07102 : JurisData n° 2019-012398 (*Nullités de droit*) **comm. 28 (mars)**

CA Douai, **8 juill. 2019**, n° 18/03121 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**

Cass. com., **10 juill. 2019**, n° 18-17.820 : JurisData n° 2019-012174 (*Nullités de droit*) **comm. 33 (mars)**

Cass. com., **10 juill. 2019**, n° 18-16.867 : JurisData n° 2019-012166 (*Insaisissabilité - DNI*) **comm. 89 (mai)**

Septembre

Cass. 2^e civ., **5 sept. 2019**, n° 18-15.547 : JurisData n° 2019-015080 (*Règles de procédure*) **comm. 21 (mars)**

Cass. 2 ^e civ., 5 sept. 2019 , n° 18-14.456 : JurisData n° 2019-015200 (<i>Règles de procédure</i>).....	comm. 22 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 5 sept. 2019 , n° 18-11.869 (<i>Mesures de traitement et rétablissement personnel</i>).....	comm. 24 (mars)
Cass. com., 25 sept. 2019 , n° 18-18.657 : JurisData n° 2019-016658 (<i>Procédure de redressement ou de liquidation</i>).....	comm. 9 (janv.)
Cass. 2 ^e civ., 26 sept. 2019 , n° 18-15.699 : JurisData n° 2019-016710 (<i>Conditions d'éligibilité</i>).....	comm. 18 (mars)
CE, 9 ^e et 10 ^e ch. réunies, 30 sept. 2019 , n° 415333 : JurisData n° 2019-016692 (<i>Liquidation judiciaire</i>).....	comm. 70 (mai)

Octobre

Cass. com., 2 oct. 2019 , n° 18-11.854 (<i>Obligation au passif</i>).....	comm. 108 (juill.)
Cass. com., 9 oct. 2019 , n° 18-12.162 : JurisData n° 2019-017420 (<i>Transaction</i>).....	comm. 37 (mars)
Cass. com., 9 oct. 2019 , n° 18-18.818 : JurisData n° 2019-017607 (<i>Déclaration de créance</i>).....	comm. 49 (mai)
Cass. com., 9 oct. 2019 , n° 18-10.797 (<i>Condamnation</i>).....	comm. 79 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 17 oct. 2019 , n° 18-19.183 : JurisData n° 2019-018169 (<i>Règles de procédure</i>).....	comm. 19 (mars)
Cass. com., 23 oct. 2019 , n° 18-10.700 : JurisData n° 2019-018543 (<i>Procédure</i>).....	comm. 2 (janv.)
Cass. com., 23 oct. 2019 , n° 18-21.125 : JurisData n° 2019-018568 (<i>Voies de recours</i>).....	comm. 3 (janv.)
Cass. com., 23 oct. 2019 , n° 18-17.926 : JurisData n° 2019-018567 (<i>Voies de recours</i>).....	comm. 4 (janv.)
Cass. com., 23 oct. 2019 , n° 18-19.952 : JurisData n° 2019-018548 (<i>Activité professionnelle indépendante</i>).....	comm. 5 (janv.)
Cass. soc., 23 oct. 2019 , n° 18-15.498 : JurisData n° 2019-018488 (<i>Obligation de reclassement</i>).....	comm. 41 (mars)
Cass. crim., 23 oct. 2019 , n° 18-85.820 : JurisData n° 2019-018530 (<i>Saisie pénale</i>).....	comm. 45 (mars)
Cass. com., 23 oct. 2019 , n° 18-12.181 : JurisData n° 2019-018549 (<i>Date des faits reprochés au dirigeant</i>).....	comm. 78 (mai)
Cass. com., 23 oct. 2019 , n° 18-15.280 : JurisData n° 2019-018552 (<i>Dessaisissement</i>).....	comm. 85 (mai)
Cass. com., 23 oct. 2019 , n° 18-15.475 : JurisData n° 2019-018659 (<i>Dissolution</i>).....	comm. 109 (juill.)
Cass. com., 23 oct. 2019 , n° 18-14.823, F-P+B : JurisData n° 2019-018554 (<i>Critère téléologique</i>).....	comm. 149 (nov.)

Novembre

CA Nîmes, 4 ^e ch. com., 7 nov. 2019 , n° 19/01055 (<i>Professions libérales</i>).....	comm. 137 (sept.)
CA Douai, 1 ^{er} prés., 12 nov. 2019 , n° 19/05678 (<i>Panorama de jurisprudence</i>).....	chron. 1 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 14 nov. 2019 , n° 18-23.628 : JurisData n° 2019-020766 (<i>Conditions d'éligibilité</i>).....	comm. 18 (mars)
Cass. com., 14 nov. 2019 , n° 18-18.833 : JurisData n° 2019-020057 (<i>Réalisation de l'actif</i>).....	comm. 36 (mars)
Cass. com., 14 nov. 2019 , n° 18-17.812 : JurisData n° 2019-020250 (<i>Critère téléologique</i>).....	comm. 153 (nov.)
CA Douai, 18 nov. 2019 , n° 17/03232 (<i>Panorama de jurisprudence</i>).....	chron. 1 (nov.)
Cass. soc., 20 nov. 2019 , n° 18-20.208 : JurisData n° 2019-020584 (<i>Créance salariale</i>).....	comm. 11 (janv.)
Cass. soc., 20 nov. 2019 , n° 18-10.499 (<i>Créance salariale</i>).....	comm. 12 (janv.)
Cass. com., 27 nov. 2019 , n° 18-18.194 : JurisData n° 2019-021149 (<i>Procédure de redressement ou de liquidation</i>).....	comm. 8 (janv.)
Cass. soc., 27 nov. 2019 , n° 18-10.929 : JurisData n° 2019-021138 (<i>Garantie des salaires</i>).....	comm. 13 (janv.)
Cass. com., 27 nov. 2019 , n° 18-13.730 (<i>Déclaration de créance</i>).....	comm. 51 (mai)
Cass. com., 27 nov. 2019 , n° 18-19.861 : JurisData n° 2019-021148 (<i>Procédure</i>).....	comm. 71 (mai)
Cass. com., 27 nov. 2019 , n° 17-26.634 (<i>Procédure</i>).....	comm. 72 (mai)
Cass. com., 27 nov. 2019 , n° 18-19.256 (<i>Fournisseur de marchandises</i>).....	comm. 81 (mai)

Décembre

CAA Versailles, 4 déc. 2019 , n° 19VE03162 (<i>Plan de sauvegarde de l'emploi</i>).....	comm. 60 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 5 déc. 2019 , n° 18-15.252 : JurisData n° 2019-022124 (<i>Règles de procédure</i>).....	comm. 23 (mars)
Cass. soc., 11 déc. 2019 , n° 18-17.707 : JurisData n° 2019-022370 (<i>Contrat de sécurisation professionnelle</i>).....	comm. 10 (janv.)
Cass. soc., 11 déc. 2019 , n° 18-23.388 (<i>Contrat de sécurisation professionnelle</i>).....	comm. 10 (janv.)
Cass. soc., 11 déc. 2019 , n° 18-18.653 : JurisData n° 2019-022352 (<i>Priorité de réembauche</i>).....	comm. 14 (janv.)
Cass. soc., 11 déc. 2019 , n° 18-11.822 : JurisData n° 2019-022459 (<i>Obligation de reclassement</i>).....	comm. 15 (janv.)
Cass. soc., 11 déc. 2019 , n° 17-31.673 : JurisData n° 2019-022465 (<i>Plan de sauvegarde de l'emploi</i>).....	comm. 16 (janv.)
Cass. com., 11 déc. 2019 , n° 18-18.665 : JurisData n° 2019-022394 (<i>Déclaration de créance</i>).....	comm. 50 (mai)
Cass. com., 11 déc. 2019 , n° 18-18.665 : JurisData n° 2019-022394 (<i>Déclaration de créances</i>).....	comm. 64 (mai)
Cass. com., 11 déc. 2019 , n° 18-19.425 : JurisData n° 2019-022528 (<i>Vérification des créances</i>).....	comm. 56 (mai)
Cass. com., 11 déc. 2019 , n° 18-20.381 (<i>Procédure</i>).....	comm. 72 (mai)
Cass. com., 11 déc. 2019 , n° 17-20.230 (<i>Insuffisance d'actif</i>).....	comm. 73 (mai)
CA Nancy, 2 ^e ch. civ., 12 déc. 2019 , n° 19/00552 (<i>Agriculteurs</i>).....	comm. 138 (sept.)
CA Nancy, 2 ^e ch. civ., 12 déc. 2019 , n° 19/00526 : JurisData n° 2019-024292 (<i>Agriculteurs</i>).....	comm. 138 (sept.)
CA Versailles, 14 ^e ch., 12 déc. 2019 , n° 18/08341 (<i>Conciliation</i>).....	comm. 139 (nov.)
CA Versailles, 13 ^e ch., 17 déc. 2019 , n° 19/05174 (<i>Conversion en liquidation judiciaire</i>).....	comm. 125 (sept.)

2020

Janvier

Cass. com., 8 janv. 2020 , n° 18-15.027 : JurisData n° 2020-000151 (<i>Dirigeants</i>).....	comm. 75 (mai)
Cass. com., 8 janv. 2020 , n° 18-23.991 : JurisData n° 2020-000147 (<i>Dirigeants concernés</i>).....	comm. 77 (mai)
Cass. com., 8 janv. 2020 , n° 18-20.885 : JurisData n° 2020-000198 (<i>Insaisissabilité - DNI</i>).....	comm. 88 (mai)
Cass. com., 8 janv. 2020 , n° 18-23.991 : JurisData n° 2020-000147 (<i>Sanctions civiles</i>).....	comm. 112 (juill.)
Cass. com., 8 janv. 2020 , n° 18-21.452, D : JurisData n° 2020-000248 (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>).....	comm. 167 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 9 janv. 2020 , n° 18-19.846 : JurisData n° 2020-000087 (<i>Mesures de traitement et rétablissement personnel</i>).....	comm. 25 (mars)
CA Aix-en Provence, ch. 3-2, 9 janv. 2020 , n° 18/19700 (<i>Mission d'assistance</i>).....	comm. 124 (sept.)
CA Paris, pôle 1, ch. 3, 15 janv. 2020 , n° 19/18966 (<i>Mission d'assistance</i>).....	comm. 123 (sept.)
Cass. com., 22 janv. 2020 , n° 18-19.526 : JurisData n° 2020-000660 (<i>Déclaration de créance</i>).....	comm. 52 (mai)
Cass. soc., 22 janv. 2020 , n° 17-25.744 : JurisData n° 2020-000646 (<i>Instances prud'homales</i>).....	comm. 58 (mai)
Cass. soc., 22 janv. 2020 , n° 17-31.266 : JurisData n° 2020-000657 (<i>Responsabilité des sociétés mères</i>).....	comm. 61 (mai)
Cass. com., 22 janv. 2020 , n° 18-17.030 : JurisData n° 2020-000655 (<i>Fautes de gestion</i>).....	comm. 74 (mai)
Cass. com., 22 janv. 2020 , n° 18-21.647 : JurisData n° 2020-000656 (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>).....	comm. 80 (mai)
Cass. com., 22 janv. 2020 , n° 19-12.492 : JurisData n° 2020-000837 (<i>Action paulienne</i>).....	comm. 82 (mai)
CE, 4 ^e et 1 ^{er} ch. réunies, 27 janv. 2020 , n° 426230 : JurisData n° 2020-001060 (<i>Ordre des licenciements</i>).....	comm. 43 (mars)
Cass. soc., 29 janv. 2020 , n° 18-15.359 (<i>Contrat de travail</i>).....	comm. 39 (mars)
Cass. com., 29 janv. 2020 , n° 18-14.723 : JurisData n° 2020-001329 (<i>Responsabilité des dirigeants</i>).....	comm. 66 (mai)

Table de jurisprudence

CA Douai, **30 janv. 2020**, n° 19/03526 : JurisData n° 2020-002389 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
CA Douai, **30 janv. 2020**, n° 19/03977 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**

Février

Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-22.569 : JurisData n° 2020-001342 (*Reprise des poursuites*) **comm. 38 (mars)**
Cass. soc., **5 févr. 2020**, n° 18-18.086 (*Garantie des salaires*) **comm. 40 (mars)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-23.961 : JurisData n° 2020-001371 (*Procédure administrative en matière de cessation d'activité*) **comm. 46 (mars)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-21.754 : JurisData n° 2020-001341 (*Relevé de forclusion - Admission des créances*) **comm. 55 (mai)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-23.961 : JurisData n° 2020-001371 (*Créance environnementale*) **comm. 96 (juill.)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-19.576 : JurisData n° 2020-001345 (*Cession de titres*) **comm. 110 (juill.)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-15.075 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 113 (juill.)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-23.961, FS-P+B : JurisData n° 2020-001371 (*Critère téléologique*) **comm. 152 (nov.)**
CA Douai, 1^{er} prés., **5 févr. 2020**, n° 20/00556 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
CA Douai, **13 févr. 2020**, n° 19/3994 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
CA Douai, **13 févr. 2020**, n° 19/03552 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
CA Douai, **13 févr. 2020**, n° 19/01448 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
CA Paris, pôle 6, ch. 6, **19 févr. 2020**, n° 18/10036 (*Obligation de reclassement et PSE*) **comm. 42 (mars)**
CA Paris, pôle 6, ch. 6, **19 févr. 2020**, n° 16/06654 (*Obligation de reclassement*) **comm. 44 (mars)**
Cass. com., **26 févr. 2020**, n° 18-21.907 : JurisData n° 2020-002611 (*Contestation de créance*) **comm. 54 (mai)**
Cass. soc., **26 févr. 2020**, n° 17-18.136 : JurisData n° 2020-002441 (*Ordre des licenciements*) **comm. 59 (mai)**
Cass. com., **26 févr. 2020**, n° 18-21.117 (*Transaction*) **comm. 95 (juill.)**
Cass. com., **26 févr. 2020**, n° 18-19.704 : JurisData n° 2020-002613 (*Lien de causalité*) **comm. 161 (nov.)**
CA Douai, **27 févr. 2020**, n° 19/03963 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
CA Douai, **27 févr. 2020**, n° 19/04195 : JurisData n° 2020-004475 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
CA Douai, **27 févr. 2020**, n° 19/04185 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
CA Douai, **27 févr. 2020**, n° 19/04298 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**

Mars

CA Douai, **5 mars 2020**, n° 19/04670 : JurisData n° 2020-003303 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
Cass. com., **11 mars 2020**, n° 18-23.586 : JurisData n° 2020-003294 (*Contestation de créance*) **comm. 53 (mai)**
Cass. 2^e civ., **12 mars 2020**, n° 19-70.022, P+B : JurisData n° 2020-003261 (*Règles de procédure*) **comm. 120 (sept.)**
Cass. crim., **18 mars 2020**, n° 18-86.492 : JurisData n° 2020-004201 (*Sanctions pénales*) **comm. 114 (juill.)**
Cass. crim., **18 mars 2020**, n° 18-86.492, F-P+B+I : JurisData n° 2020-004201 (*Banqueroute par détournement d'actif*) **comm. 135 (sept.)**
Cass. 2^e civ., **19 mars 2020**, n° 19-10.733, P+B+I : JurisData n° 2020-006858 (*Conditions de recevabilité*) **comm. 116 (sept.)**
CA Douai, **19 mars 2020**, n° 18/04750 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
CA Douai, 1^{er} prés., **23 mars 2020**, n° 20/00005 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**

Cass. soc., **25 mars 2020**, n° 18-23.692 à 18-23.698 et 18-23.700 à 18-23.702 : JurisData n° 2020-004515 (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) **comm. 104 (juill.)**
Cass. com., **25 mars 2020**, n° 18-21.841, F-D (*Condamnation*) **comm. 163 (nov.)**

Avril

CA Versailles, 11^e ch., **30 avr. 2020**, n° 18/01430 (*Contrat de sécurisation professionnelle*) **comm. 97 (juill.)**
CA Versailles, 11^e ch., **30 avr. 2020**, n° 18/02727 (*Contrat de travail*) **comm. 98 (juill.)**
CA Amiens, 5^e ch. prud'homale, **30 avr. 2020**, n° 18/03558 (*Contrat de travail*) **comm. 99 (juill.)**
CA Colmar, ch. soc., sect. A, **30 avr. 2020**, n° 18/03500 (*Créance salariale*) **comm. 100 (juill.)**
CA Orléans, ch. soc. A, sect. 2 Prud'hommes, **30 avr. 2020**, n° 16/04069 (*Garantie des salaires*) **comm. 101 (juill.)**
CA Versailles, 11^e ch., **30 avr. 2020**, n° 18/01430 (*Priorité de réembauchage*) **comm. 106 (juill.)**

Mai

CA Amiens, 5^e ch. prud'homale, **6 mai 2020**, n° 18/00447 (*Obligation de reclassement*) **comm. 102 (juill.)**
CA Amiens, 5^e ch., **6 mai 2020**, n° 18/00447 (*Obligation de reclassement*) **comm. 103 (juill.)**
CA Amiens, 5^e ch. prud'homale, **6 mai 2020**, n° 18/00456 (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) **comm. 105 (juill.)**
CA Douai, **7 mai 2020**, n° 18/06144 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
CA Douai, **14 mai 2020**, n° 19/05734 : JurisData n° 2020-006713 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
CA Douai, **14 mai 2020**, n° 19/05529 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**
Cass. 2^e civ., **20 mai 2020**, n° 18-26.777, F-D : JurisData n° 2020-006989 (*Règles de procédure*) **comm. 119 (sept.)**
Cass. soc., **27 mai 2020**, n° 18-20.153 et 18-20.158, F-P+B : JurisData n° 2020-007280 (*Contrat de sécurisation professionnelle*) **comm. 127 (sept.)**
CA Douai, ch. soc.-prud'h, **29 mai 2020**, n° 17/02304 (*Licenciement économique - Obligation de reclassement*) **comm. 133 (sept.)**

Juin

Cass. 2^e civ., **4 juin 2020**, n° 19-14.428, F-D : JurisData n° 2020-007840 (*Conditions de recevabilité*) **comm. 117 (sept.)**
Cass. 2^e civ., **4 juin 2020**, n° 19-13.734, F-D : JurisData n° 2020-007839 (*Conditions de recevabilité*) **comm. 118 (sept.)**
Cass. com., **17 juin 2020**, n° 19-10.464, P+B : JurisData n° 2020-008533 (*Professions libérales*) **comm. 136 (sept.)**
Cass. com., **17 juin 2020**, n° 19-10.341 : JurisData n° 2020-008534 (*Mandat ad hoc*) **comm. 141 (nov.)**
Cass. com., **17 juin 2020**, n° 19-10.341, F-P+B : JurisData n° 2020-008534 (*Fautes de gestion*) **comm. 160 (nov.)**
Cass. com., **17 juin 2020**, n° 18-11.737, F-P+B : JurisData n° 2020-008532 (*Lien de causalité*) **comm. 162 (nov.)**
Cass. com., **17 juin 2020**, n° 19-10.341, F-P+B (*Interdiction de gérer*) **comm. 164 (nov.)**
CA Reims, ch. soc., **17 juin 2020**, n° 19/01459 (*Créances salariales - Relevé des créances*) **comm. 130 (sept.)**
CAA Versailles, **30 juin 2020**, n° 20VE00525 (*Ordre des licenciements*) **comm. 159 (nov.)**

Juillet

Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 18-25.487, F-P+B : JurisData n° 2020-009323 (*Compensation*) **comm. 154 (nov.)**
Cass. soc., **1^{er} juill. 2020**, n° 18-24.608, F-D : JurisData n° 2020-009354 (*Obligation de reclassement*) **comm. 158 (nov.)**
Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 18-17.786, F-P+B : JurisData n° 2020-009322 (*Faillite personnelle*) **comm. 165 (nov.)**
Cass. 2^e civ., **2 juill. 2020**, n° 18-26.213, F-P+B+I : JurisData n° 2020-009297 (*Conditions de recevabilité*) **comm. 115 (sept.)**
Cass. 2^e civ., **2 juill. 2020**, n° 19-15.959, F-D (*Conditions de recevabilité*) **comm. 118 (sept.)**

Cass. 2^e civ., **2 juill. 2020**, n° 19-15.736, F-P+B+I :
JurisData n° 2020-009941 (*Mesures de traitement et rétablissement personnel*) **comm. 121 (sept.)**

CA Douai, 1^{er} prés., **6 juill. 2020**, n° 20/00051
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**

Cass. soc., **8 juill. 2020**, n° 18-26.140, FS-P+B : JurisData
n° 2020-009808 (*Licenciement - Absence de cause réelle et sérieuse*) **comm. 132 (sept.)**

Cass. soc., **8 juill. 2020**, n° 18-25.352, FS-P+B : JurisData
n° 2020-009788 (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) **comm. 134 (sept.)**

CA Rouen, ch. soc., **9 juill. 2020**, n° 18/00686 :
JurisData n° 2020-011244 (*Garantie des salaires*) **comm. 131 (sept.)**

CA Douai, **13 juill. 2020**, n° 20/00055 (*Panorama de
jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**

CA Orléans, ch. soc.-prud'hommes, **24 juill. 2020**, n° 17/
01739 (*Contrat de travail*) **comm. 129 (sept.)**

Septembre

Cass. com., **9 sept. 2020**, n° 18-25.365, FS-P+B :
JurisData n° 2020-012889 (*Voies de recours*) **comm. 143 (nov.)**

Cass. com., **9 sept. 2020**, n° 18-26.824, F-P+B :
JurisData n° 2020-012896 (*Voies de recours*) **comm. 144 (nov.)**

CA Douai, 1^{er} prés., **17 sept. 2020**, n° 20/03511
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (nov.)**

Cass. com., **23 sept. 2020**, n° 18-23.221 : JurisData
n° 2020-014741 (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 166 (nov.)**

Cass. com., **23 sept. 2020**, n° 19-12.542 : JurisData
n° 2020-014757 (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 166 (nov.)**

T. Nantes, com., **30 sept. 2020**, n° 2020005956
(*Confidentialité*) **comm. 140 (nov.)**

Octobre

Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-13.560, F+P+B : JurisData
n° 2020-015781 (*Arrêt des poursuites individuelles -
Déclaration notariée d'insaisissabilité*) **comm. 142 (nov.)**

Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 18-23.749, F-D : JurisData
n° 2020-016941 (*Voies de recours*) **comm. 145 (nov.)**

Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-12.996, F-P+B : JurisData
n° 2020-015779 (*Régularité de la créance*) **comm. 146 (nov.)**

2019

Mai

L. n° 2019-486, **22 mai 2019**, relative à la croissance et la transformation des entreprises (*Déclaration de créances*) **comm. 65 (mai)**

Août

D. n° 2019-912, **30 août 2019** : JO 1^{er} sept. 2019, texte n° 2 (*Compétence*) **comm. 1 (janv.)**

D. n° 2019-913, **30 août 2019** : JO 1^{er} sept. 2019, texte n° 3 (*Compétence*) **comm. 1 (janv.)**

Décembre

D. n° 2019-1339, **11 déc. 2019** : JO 13 déc. 2019, texte n° 2 (*Compétence*) **comm. 1 (janv.)**

D. n° 2019-1473, **26 déc. 2019**, relatif aux modalités de mise en œuvre de la publicité obligatoire du privilège du Trésor pour les créances mentionnées à l'article 1929 quater du CGI et aux articles 379 et 379 bis du Code des douanes : JO 28 déc. 2019, texte n° 57 (*Créance publique*) **comm. 48 (mai)**

2020

Février

D. n° 2020-101, **7 févr. 2020**, fixant les modalités de calcul du seuil d'effectif salarié dans le Code de commerce : JO 8 févr. 2020, texte n° 3 (*PME*) **alerte 6 (mars)**

D. n° 2020-100, **7 févr. 2020**, fixant les modalités de calcul du seuil d'effectif salarié dans le Code de commerce et le décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 : JO 8 févr. 2020, texte n° 2 (*PME*) **alerte 6 (mars)**

Mars

Ord. n° 2020-306, **25 mars 2020**, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période : JO 26 mars 2020, texte n° 9 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **comm. 47 (mai)**

Ord. n° 2020-306, **25 mars 2020**, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période : JO 26 mars 2020, texte n° 9 (*Crise sanitaire*) **comm. 63 (mai)**

Ord. n° 2020-341, **27 mars 2020**, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale : JO 28 mars 2020, texte n° 3 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **comm. 47 (mai)**

Ord. n° 2020-341, **27 mars 2020** (*Cessation des paiements*) **comm. 91 (juill.)**

Circ., **30 mars 2020**, Circulaire de présentation des articles 1^{er}, 2, 3 et 5 de l'ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale : NOR : JUSC2008794C (*Crise du Covid-19*) **alerte 5 (mars)**

Avril

Ord. n° 2020-427, **15 avr. 2020**, portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19 : JO 16 avr. 2020, texte n° 2 (*Crise sanitaire*) **comm. 63 (mai)**

L. n° 2020-473, **25 avr. 2020** : JO 26 avr. 2020, texte n° 1 (*Crise sanitaire*) **comm. 62 (mai)**

Mai

L. n° 2020-546, **11 mai 2020**, prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions : JO 12 mai 2020, texte n° 1 (*Crise sanitaire*) **comm. 63 (mai)**

Ord. n° 2020-560, **13 mai 2020**, fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire : JO 14 mai 2020, texte n° 25 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **comm. 47 (mai)**

Ord. n° 2020-560, **13 mai 2020**, fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire : JO 14 mai 2020, texte n° 25 (*Crise sanitaire*) **comm. 63 (mai)**

Ord. n° 2020-596, **20 mai 2020**, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19 : JO 21 mai 2020, texte n° 8 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **comm. 47 (mai)**

Ord. n° 2020-596, **20 mai 2020**, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19 : JO 21 mai 2020, texte n° 8 (*Crise sanitaire*) **comm. 63 (mai)**

Ord. n° 2020-596, **20 mai 2020** (*Sauvegarde accélérée*) **comm. 92 (juill.)**

Ord. n° 2020-596, **20 mai 2020** (*Liquidation judiciaire simplifiée*) **comm. 93 (juill.)**

Ord. n° 2020-596, **20 mai 2020** (*Rétablissement professionnel*) **comm. 94 (juill.)**

D. n° 2020-596, **21 mai 2020** : JO **21 mai 2020**, texte n° 8 (*Crise de la Covid-19 - Mesures d'urgence*) **comm. 156 (nov.)**

Juin

L. n° 2020-734, **17 juin 2020** : JO 18 juin 2020, texte n° 1 (*Mesures de traitement et rétablissement personnel*) **comm. 122 (sept.)**

L. n° 2020-734, **17 juin 2020** : JO 18 juin 2020, texte n° 1 (*Contrat de travail*) **comm. 128 (sept.)**

D. n° 2020-765, **23 juin 2020** : JO 24 juin 2020 (*Crise de la Covid-19*) **alerte 11 (juill.)**

D. n° 2020-794, **26 juin 2020** : JO 28 juin 2020, texte n° 35 (*Chômage partiel*) **comm. 126 (sept.)**

2020

Février

Rép. min. n° 02882 : JO Sénat Q, **20 févr. 2020**, p. 873

(Cotisations sociales) **comm. 57 (mai)**

TABLE DES FICHES PRATIQUES

Capitaux propres

- Réévaluation des bilans et opération de lease-back,
par Michel DI MARTINO..... fiches pratiques 6 (nov.)

Contrats en cours

- La poursuite des contrats bancaires en cours en procédure collective,
par Michel DI MARTINO..... fiche pratique 1 (janv.)

Ministère public

- L'intervention du ministère public dans les procédures d'insolvabilité,
par Christophe DELATTRE..... fiche pratique 3 (juill.)

Prêt garanti par l'État

- Les prêts de trésorerie garantis par l'État,
par Michel DI MARTINO..... fiche pratique 2 (mai)

Réalisation de l'actif

- La fiscalité de la cession d'immeuble au regard des frais et droits de mutation,
par Jean-Jacques MARTEL..... fiches pratiques 5 (nov.)
- La fiscalité de la cession d'immeuble au regard des frais et droits de mutation,
par Mélanie PETIT..... fiches pratiques 5 (nov.)

Tribunal de commerce spécialisé

- Seuils de compétence des tribunaux de commerce spécialisés et de co-désignation des AJMJ,
par Olivier BUISINE..... fiche pratique 4 (sept.)
- Seuils de compétence des tribunaux de commerce spécialisés et de co-désignation des AJMJ,
par Clara ROUOT..... fiche pratique 4 (sept.)

TABLE DES FORMULES

Installation classée pour la protection de l'environnement

- Questionnaire relatif aux installations classées,
par Blandine ROLLAND..... formule 1 (mars)

© LexisNexis SA 2020

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'Éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles figurant dans cette revue sont formellement interdits "